

RÉCONCILIATION DE L'A.L.N. ET DU G.P.R.A.





RETOUR A LA PAIX OU GUERRE CIVILE?

Jean FONTUGNE

L'ALLOCUTION du général de Gaulle (5 février 1962), les conclusions de la réunion, à Tripoli (22-27 février 1962), du Conseil national de la révolution algérienne, ne laissent aucun doute aux observateurs politiques : des deux côtés, on a hâte d'en finir. Le dossier des négociations officielles est prêt.

La fin des entretiens secrets est une chose, l'arrêt du terrorisme en est une autre. C'est le difficile problème qu'ont à résoudre maintenant les autorités.

En effet, en métropole, l'O.A.S., malgré la multiplication des opérations (contrôles, perquisitions, arrestations), n'a jamais été plus active. Devant le peu de résultats obtenus par les forces de l'ordre, les syndicats et partis de gauche, passant outre à l'interdiction de la préfecture de police, organisent une manifestation à la Bastille. Elle dégénère en sanglant affrontement qui se soldera par huit morts et plus de cent blessés. On est au bord de la guerre civile : c'est ce que recherche, finalement, l'Organisation armée secrète dans l'intention évidente d'empêcher la conclusion officielle des négociations des Rousses.

Plus grave encore est l'agitation meurtrière qui s'est emparée des populations en Algérie, et plus particulièrement à Bône, Alger et Oran. Chaque jour qui passe voit des dizaines d'Européens et de musulmans tués ou blessés. La ségrégation de fait s'accentue dans les grandes villes tendant à rendre problématique, la paix officielle revenue, la cohabitation des deux communautés.

Le retrait, déjà largement amorcé, des grandes unités de l'armée française rend encore plus difficile la mission de maintien de l'ordre par les autorités civiles et militaires en Algérie. Celles-ci ne disposent plus des moyens qui permettraient de neutraliser les groupes, échappant souvent à tout commandement, de résistants F.L.N. de la dernière heure et des commandos plus ou moins contrôlés de l'O.A.S.

A Paris comme à Tunis, on cherche maintenant à prendre les mesures susceptibles d'arrêter ce déchaînement des passions et d'en finir avec la guerre d'Algérie.

J. F.

Sommaire n° 104 - Historia magazine n° 355





A gauche : Ben Yahia. Depuis Melun, il est de toutes les délégations. *A droite :* le général de Gaulle. Le chef de l'État estime que l'intérêt de la France est d'aboutir vite.

LES ARBITRES D'AULNOY

Après avoir examiné, lors de sa délibération de Mohammedia (4-10 janvier 1962), les divers documents que lui a fait parvenir le gouvernement français au sujet du cessez-le-feu, des questions militaires, de l'autodétermination, d'un éventuel « exécutif provisoire » à installer à Alger, de la coopération franco-algérienne et des garanties des personnes et des biens, le G.P.R.A. a décidé de « confronter de manière approfondie » sa propre opinion au sujet de ces textes avec celle des « ministres d'État » prisonniers en France.

Entre ces deux groupes de dirigeants du F.L.N., des contacts quasi officiels — autorisés par de Gaulle — ont déjà été établis grâce à des émissaires français ou maghrébins. Ben Yahia d'abord (18 décembre), Bouteflika ensuite, ont même pu faire la navette (discrètement, sous des noms d'emprunt et avec des passeports tunisiens) afin d'accomplir cette mission de liaison. Quel que soit le poids de ces deux messagers — qui sont les deux plus jeunes, mais les deux plus brillants *coming-men* du F.L.N. — il a semblé nécessaire que l'échange des points de vue se fît à ▶



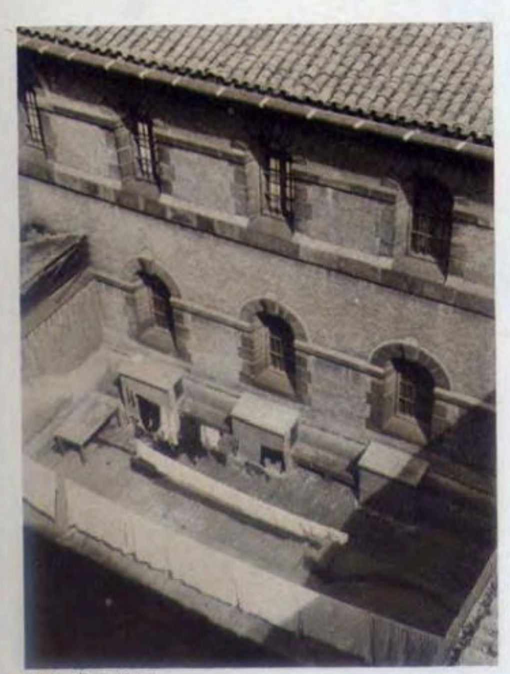
A gauche : le professeur Lacheraf. Libéré par anticipation, il a aussitôt filé au Maroc. *Ci-contre :* la Santé, à Paris, où furent incarcérés, après leur arrestation, une partie des prisonniers F.L.N...





Ben Bella : la grève de la faim à laquelle il s'est livré du 5 au 21 novembre 1961 avec ses camarades détenus en métropole porta sa popularité au plus haut point dans l'Algérie tout entière.

Ben Bella et ses compagnons sont alors transférés de l'île d'Aix au châ



Lefebvre/Paris-Match



E.C.P.A.

Mohamed Khider, le doyen.



E.C.P.A.

Le kabyle Aït Ahmed.



E.C.P.A.

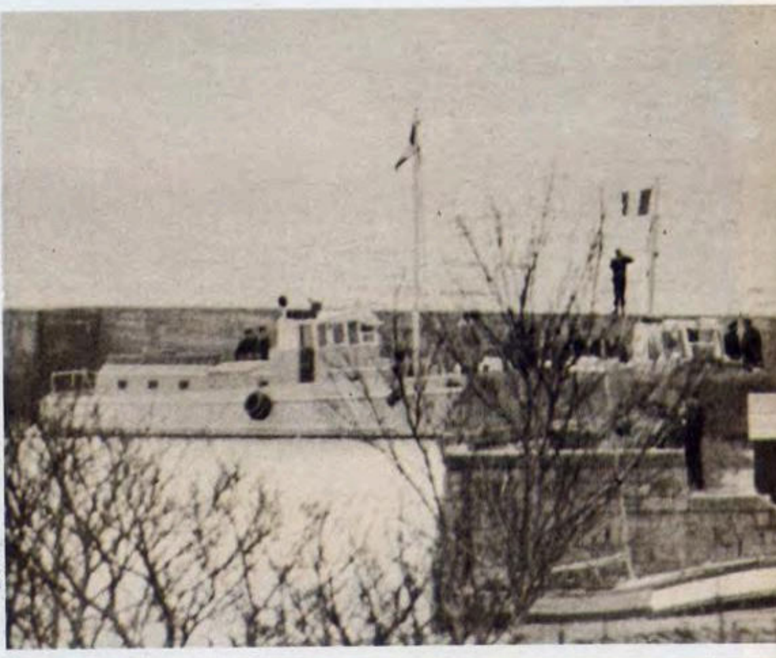
Boudiaf, l'artiste peintre.





Kahia

Rabah' Bitat, le sage.





Charles Courrière/Paris-Match

un niveau encore plus haut, et que deux ministres du G.P.R.A. allassent s'entretenir directement avec Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed et Rabah Bitat.

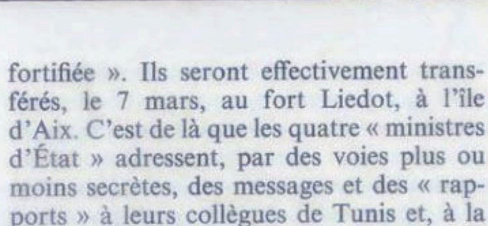
Étonnant destin que celui de ces cinq hommes qui sont en train de devenir les vedettes des derniers chapitres de la guerre d'Algérie!

Vedettes, ils le sont déjà — mais dans la clandestinité du nationalisme algérien — lorsqu'ils prennent tous les cinq, lors du « congrès secret » du M.T.L.D., en février 1947, une part active à la constitution de l'O.S., l'Organisation spéciale du M.T.L.D. Ils fondent ensemble, en 1954, le C.R.U.A. (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) qui déclenche l'insurrection du 1er novembre, et, en 1955, ils sont les « chefs historiques » incontestés du F.L.N. Rabah Bitat, cependant, est arrêté et, le 22 octobre 1956, ses quatre compagnons se font capturer à leur tour lorsque les services de sécurité français interceptent l'avion qui, partant de Rabat, devait les conduire à la Conférence intermaghrébine de Tunis. Tous sont mis ainsi hors circuit, et de nombreux observateurs pensent alors que leur rôle politique est terminé.

L'évolution qui se produit, et d'abord à l'intérieur même du F.L.N., contredit pourtant un tel diagnostic. Les ministres du G.P.R.A. s'enfoncent, s'enlisent même dans les querelles entre clans rivaux et, dans leur controverse globale avec l'A.L.N., leur gestion est de plus en plus critiquée, leur autorité s'affaiblit sans cesse et l'on voit monter, au contraire, la cote des leaders mis prématurément hors de combat, loin des responsabilités du pouvoir, des choix difficiles, des engagements périlleux et dont la pureté révolutionnaire paraît sans tache. Le réflexe naturel des militants plus ou moins déçus est de retourner aux sources et, donc, de regarder vers les précurseurs, les pionniers de la lutte d'indépendance.

En septembre 1958, les ministres du gouvernement algérien en exil multiplient les déclarations de « solidarité fraternelle » envers leurs compagnons internés — et pourvus de portefeuilles théoriques — mais ils ne les associent guère à la direction des affaires de la révolution. Les premiers conflits internes au sein du G.P.R.A. modifient cet état de choses et, dès le mois de décembre, les « chefs historiques » commencent à se placer en situation d'arbitres.

De Gaulle, à qui ce processus n'échappe pas, va leur accorder, dès lors, un traitement de plus en plus favorable. Il décide, le 13 janvier 1959, que Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed, jusqu'alors détenus dans les prisons de la Santé ou de Fresnes, doivent être « envoyés dans une enceinte



fortifiée ». Ils seront effectivement transférés, le 7 mars, au fort Liedot, à l'île d'Aix. C'est de là que les quatre « ministres d'État » adressent, par des voies plus ou moins secrètes, des messages et des « rapports » à leurs collègues de Tunis et, à la fin de l'année, au C.N.R.A. de Tripoli.

Ben Bella perfectionne son espagnol

A cette date, le G.P.R.A. propose que Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed et Rabah Bitat soient « les porte-parole de la résistance algérienne qualifiés pour négocier avec le gouvernement français ».

De Gaulle récuse ce choix, mais il doit constater, en juin 1960, que la caution de Ben Bella et de ses compagnons est réclamée par tous les responsables F.L.N. avec lesquels il traite, qu'il s'agisse de Si Salah,

u de Turquant sur les bords de la Loire



Associated Press



Peu à peu, de Gaulle a fait bénéficier les détenus d'améliorations de traitement. Ainsi, après la Santé, ils ont eu droit à l'île d'Aix *(photos de gauche)*. Puis ils ont été transférés au château de Turquant. Et, enfin, au château d'Aulnoy. Une prison dorée. Les trois envoyés spéciaux du G.P.R.A. seront stupéfaits. Eux que l'on traitait de « révolutionnaires de palace » remarquent que les détenus vivent « comme des princes ». *A droite :* Bouteflika (ici avec Ortoli), l'un des *comingmen* du F.L.N. La qualité de la cuisine française, tout particulièrement, fera sur eux une grosse impression.



Bureau/Gamma

le porte-parole de la wilaya 4, ou de Boumendjel et Ben Yahia, les émissaires du G.P.R.A. aux entretiens de Melun. En décembre 1960, les foules musulmanes qui, dans les rues d'Alger, brandissent le drapeau vert et blanc acclament le nom de Ben Bella en même temps que celui de Ferhat Abbas. De Gaulle, une fois encore, tire la leçon de l'ascension de ces leaders populaires : il les fait bénéficier d'égards encore accrus.

Les prisonniers de l'île d'Aix sont transférés dans un château des bords de Loire portant le nom que s'était donné Michel Debré dans la Résistance : Turquant.

Les magistrats en retraite, évacués de cette résidence seigneuriale, cèdent la place à Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed. Après le succès d'une longue grève de la faim menée notamment pour « transformer » le statut de Rabah Bitat, celui-ci rejoint ses collègues, fin octobre 1961. Il remplace le professeur Lacheraf, la cinquième victime du « coup de l'avion d'Alger » d'octobre 1956, qui, libéré par anticipation, a filé au Maroc.

Les cinq « prisonniers d'État » ont droit à des privilèges indiquant qu'on les considère déjà comme des « interlocuteurs valables ».

Des autorisations, assez libéralement accordées par le ministère de la Justice, permettent en effet la visite à Turquant des parents et de certains amis. Les deux sœurs algéroises qui ont épousé l'une Aït Ahmed, l'autre Khider viennent rejoindre leurs maris, et font jouer leurs enfants sur les pelouses. Boudiaf joue les peintres paysagistes du dimanche. Ben Bella pose, avec ses visiteurs, devant l'objectif des photographes amateurs, au milieu des frondaisons, et s'amuse beaucoup à projeter à la lanterne magique ces images bucoliques.

Les « pensionnaires » de Turquant disputent des tournois de ping-pong qui consacrent la supériorité de Boudiaf, suivi de près par Aït Ahmed. Ils lisent beaucoup. Ils écoutent, sur leurs disques, musique classique ou chanteurs à la mode. Ils appellent, au bout du fil, des membres de leur famille en Tunisie, en Suisse, en R.A.U. Ils téléphonent même longuement au président Nasser.

En décembre 1961, ultime transfert des prisonniers du château de Turquant au château rustique d'Aulnoy, non loin de Melun. De Gaulle estime que les « ministres d'État », s'ils se rapprochent de Paris, n'en suivront que mieux les négociations que mènent, avec la France, leurs collègues du G.P.R.A. Instruit par l'exemple que donnent les carrières de Nehru, de Soekarno, de N'Krumah, de Bourguiba, de Mohammed V, le général pense que les leaders qui ont eu, au cours de leur incarcération, le temps de s'instruire, deviennent plus aptes que d'autres à exercer, avec un esprit de responsabilité, les charges du pouvoir.

A Aulnoy, cette prison est, en vérité, une prison dorée. La grande bâtisse cossue s'entoure des hautes futaies d'un parc et la garde est à l'extérieur. On entre de plain-pied dans une immense salle à manger-salon, où les prisonniers s'assoient dans des fauteuils moelleux pour lire les journaux, regarder la télévision ou suivre à la radio, avec une commune passion, la retransmission des matches de football. Un grand escalier intérieur conduit aux chambres individuelles. La plus belle a échu au doyen du groupe, Mohamed Khider. Hocine Aït Ahmed s'enferme dans la sienne pour lire, à longueur de journée, des ouvrages d'auteurs anglais. Ben Bella, qui perfectionne son arabe classique et son espagnol, a une chambre décorée d'une tapisserie représentant la baie d'Alger et d'une autre évoquant, plus curieusement, la fable de La Fontaine *le Meunier, son fils et l'âne*.

Collective comme la discothèque, la bibliothèque dont disposent les prisonniers est assez riche (700 livres) et fort éclectique. On y trouve sur les rayons les plus en vue, Lénine et Sartre, Politzer et Malraux, les *Prolégomènes* d'Ibn Khaldoun, une imposante série de livres sur le monde arabe, des albums de peinture contemporaine, des ouvrages d'histoire, de diplomatie, de stratégie, d'économie, toutes les collections de Maspéro, de nombreuses publications sur l'Algérie, y compris des plaquettes techniques comme l'*Essai sur l'utilisation rationnelle des terres en zone aride et semi-aride*, d'Alexis Monjauze, conservateur des eaux et forêts — Délégation du gouvernement en Algérie, 1960 —, et enfin, arrivés là on ne sait trop com-

amis et parents défilent

ment ni pourquoi, les *Mémoires* de Wendal Wilkie, *l'Homme, cet inconnu*, d'Alexis Carrel et toute la littérature du « Réarmement moral »...

Les repas, qui sont servis à la grande table du rez-de-chaussée, sont excellents.

Comme le ministère de la Justice se montre plutôt libéral pour les autorisations de visite, les convives sont toujours nombreux. Il y a les familiers, comme le journaliste syrien Abdelatif Danie, comme l'ancien éditorialiste d'*Alger républicain*, Nahori, sa femme, Claudine, et sa fille, Michèle, pour qui Ben Bella a montré une prédilection particulière, comme l'héroïne algérienne Yamina Abed Meraïm, qui eut les jambes déchiquetées par l'explosion prématurée d'une bombe destinée à la caserne de gendarmerie d'Oued-Fodda, qui fut condamnée à dix ans de prison en novembre 1959 et qui vient d'être libérée pour pouvoir suivre, aux U.S.A., un traitement pour grands infirmes.



Alain Perceval



C.I.M.

Ci-dessus : l'île d'Aix, où les quatre ministres d'État : Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed ont été transférés le 7 mars 1959. *Ci-contre* : le château de Turquant, au bord de la Loire. Les prisonniers sont devenus des interlocuteurs valables et bénéficient de privilèges accrus. Le ministère de la Justice se montre libéral pour les autorisations de visite accordées aux parents et amis.

Le cabinet fantôme

Il y a aussi les défenseurs plus ou moins récents des détenus : Pierre et Renée Stibbe, le bâtonnier du barreau de Tanger Hachemi Chérif, le plus souvent flanqué de l'ambassadeur du Maroc à Paris, Mohamed Laghzaoui, Michèle Beauvillard, la généreuse avocate qui met son dynamisme et son dévouement au service des militants algériens les plus humbles comme les plus illustres. Il y a aussi les parents, les cousins, les cousins des cousins, les amis des jours sombres, les amis de fraîche date, les ambitieux grands ou petits venant caracoler dans l'écurie des chevaux dont on pense qu'ils seront bientôt gagnants.

Quelquefois, pourtant, à Aulnoy, la table d'hôte demeure vide. C'est que, ce jour-là, les portes ont été volontairement bouclées pour qu'un débat politique avec une personnalité jugée importante puisse se dérouler tranquillement. Les cinq leaders, qui tiennent assez régulièrement des « séances de travail », entendent bien, en effet, se comporter comme des « ministres à part entière ». Ils ont constitué, face au G.P.R.A. de Tunis, une sorte de *shadow cabinet* au sein duquel ils se sont réparti les tâches (les affaires du parti à Boudiaf et à Rabah Bitat, les affaires diplomatiques à Aït Ahmed, les affaires financières à Khider et les affaires militaires à Ben Bella) et c'est le « cabinet fantôme » qui, en tant que tel, reçoit, de temps à autre, tel ou tel interlocuteur.

Jamais, cependant, une visite n'a été plus importante que celle qui est attendue à Aulnoy, ce froid matin de janvier. Les deux hôtes, dont de Gaulle a accepté la le ton au sein du G.P.R.A. de Tunis. Accompagnés de Ben Yahia, ils ont quitté la Suisse et ils ont traversé le territoire français, en grand secret, dans une automobile escortée par une voiture de la Sécurité française. La contemplation du paysage de la « doulce France » a beaucoup impressionné Krim Belkacem qui, retrouvant ses réactions paysannes, n'a pas cessé de répéter : « Ces terres-là, comme elles sont belles, comme elles sont riches! »

Lorsque les trois voyageurs arrivent à Aulnoy, ils sont accueillis par Ben Bella, dont le sourire éclatant rajeunit, d'un seul coup, un visage joufflu un peu empâté, mais qui gagne à s'animer. Boudiaf sourit aussi, mais d'un sourire crispé qui éclaire fugitivement les traits d'un visage tout en longueur, creusé, tranchant, dévoré par des yeux ardents comme des charbons. Suivent Rabah Bitat, Aït Ahmed, le gentilhomme montagnard de Michelet, l'aristocrate à la fois timide et hautain de la révolution algérienne, et enfin Khider, le vétéran de l'équipe, dont la petite taille se voûte, dont le cheveu devient rare et grisonnant, mais dont le regard n'a rien

retrouvailles, une discussion politique entre les « pensionnaires d'Aulnoy » et leurs trois « invités » s'engage, précisément, loin des micros qui truffent les murs du château, au cours d'une promenade dans le grand parc solitaire et glacé. C'est, en fait, une véritable délibération gouvernementale de sept futurs ministres qui a lieu dans ce cadre insolite.

Trois survivants

Les porte-parole du « groupe de Tunis » exposent tout d'abord — brièvement lorsque c'est Krim qui parle, minutieusement lorsque c'est Ben Yahia qui prend la parole — l'état actuel de la négociation avec Paris. Ils analysent les textes que leur ont fait parvenir les autorités françaises et les réponses que le G.P.R.A. y a apportées. Les leaders d'Aulnoy expriment, dans l'ensemble, leur accord sur le catalogue ainsi dressé des points de convergence et des points de divergence.

Ils insistent cependant sur quelques points — à leurs yeux particulièrement importants — sur lesquels « de nouvelles






Photos Coll. Yves Courrière


Lefebvre/Paris-Match

Ci-dessus : **photo-souvenir des entretiens d'Aulnoy.** ***De gauche à droite :*** **se tenant par les épaules comme des frères, Ben Bella, Ben Yahia, Rabah Bitat, Ben Tobbal, Khider, Krim Belkacem, Boudiaf, Aït Ahmed.** ***Ci-contre :*** **le château d'Aulnoy.** ***En haut à gauche :*** **la photo, prise le 25 octobre 1954, des responsables des six wilayas, que Rabah Bitat a épinglée au mur de sa chambre.**

l'Algérie indépendante (« Il est inconcevable, s'écrie Ben Bella, que la France veuille conserver cette base pendant cinquante ans! »), des conditions d'exploitation du pétrole saharien, des regroupements de l'A.L.N. en vue du cessez-le-feu (la question débattue est celle de savoir si c'est le G.P.R.A. qui doit désigner les membres algériens de cet organisme ou si, comme le voudrait Paris, « la représentation de toutes les tendances de l'opinion musulmane doit être équitablement assurée »). « Nous ne serons libérés qu'au moment du cessez-le-feu, conclut Ben Bella, et tant que nous sommes prisonniers, nous ne pouvons pas prendre de responsabilités officielles. Si cependant vous obtenez, lors des nouveaux pourparlers secrets à l'échelon ministériel, que les Français cèdent quelque peu sur les différentes affaires que nous venons d'examiner, nous vous donnons le feu vert pour que vous entamiez une ultime négociation publique qui, cette fois, pourrait être décisive. La délégation du G.P.R.A. devrait être, à mon sens, présidée par le frère Krim Belkacem. »

Celui-ci se fait un peu prier, puis accepte cette idée, puisque, dit-il, « elle semble défendue par tout le monde ». Il demande d'autre part que l'accord « entre ministres qui vient d'être ainsi conclu au cours de cette séance gouvernementale dans le parc d'Aulnoy soit consigné dans un document écrit devant être transmis au prochain C.N.R.A. ».

Le vice-président du G.P.R.A. obtient satisfaction et il peut disposer ainsi d'une arme qu'il compte bien utiliser dans la bataille contre l'état-major général de l'A.L.N. Les leaders d'Aulnoy n'ignoraient rien de cette bataille. Celle-ci divise d'ailleurs leur groupe car Ben Bella et Khider se prononcent plutôt pour Boumediene, tandis que Boudiaf et Aït Ahmed penchent plutôt pour l'équipe Ben Khedda et que Rabah Bitat le conciliateur, qui dissimule sous un physique de boxeur un tempérament de juge de paix, cherche, comme d'habitude, à atténuer les antagonismes qui opposent ses compagnons entre eux. Quelles que soient leurs opinions personnelles sur le conflit entre le G.P.R.A. et l'état-major général, les ministres d'État considèrent tous qu'ils n'ont pas intérêt à entrer trop tôt dans cette querelle. Chacun se réserve de le faire lorsqu'il disposera de sa pleine liberté de mouvement et d'action. En attendant, tous adjurent Krim Belkacem et Ben Tobbal d'accorder la priorité absolue à la négociation avec de Gaulle et de laisser provisoirement dans l'ombre les contradictions internes du F.L.N. qui, dit Ben Bella « devront être surmontées, après la conclusion du cessez-le-feu dans l'intérêt supérieur de l'Algérie ».

Unanimité provisoire, mais unanimité tout de même, dont l'image sera offerte à la postérité. Les huit leaders qui viennent de se rencontrer posent pour un photographe ami sur une pelouse enneigée, dans un décor hivernal. Ben Bella à l'extrême gauche, Ben Yahia, Rabah Bitat, Ben Tobbal, Khider — qui, à la différence de ses compagnons, ne porte pas un costume européen mais une djellaba —, Krim Belkacem, Boudiaf et Aït Ahmed se tiennent par les épaules, devant le petit kiosque et les grands arbres sans feuillage du parc.

Krim Belkacem a remarqué que Rabah Bitat a épinglé dans sa chambre la photo — prise le 25 octobre 1954 — des responsables des six wilayas du F.L.N. Ben M'Hidi, Krim Belkacem, Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Boudiaf et Bitat — qui, une semaine plus tard, déclenchèrent l'insurrection. Il déclare : « Trois survivants, Bitat, Boudiaf et moi-même, se retrouvent aujourd'hui. La photo que nous venons de prendre sera aussi historique que celle du 25 octobre 1954. » H

Albert Paul LENTIN

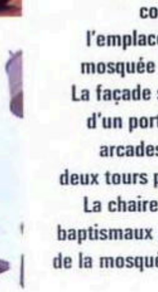


◄ Me Pierre Stibbe, l'un des défenseurs des détenus. Il fait partie des familiers d'Aulnoy, où la cuisine est excellente. Le gouvernement français a fourni des chefs renommés et les convives sont toujours nombreux.


Coll. particulière

◄ L'archevêché d'Alger. Une maison mauresque de type classique. Située en face de la cathédrale, elle a une jolie cour avec boiseries, faïences polychromes, stucs et *claustra* à verres de couleur.

La cathédrale d'Alger, ► construite sur l'emplacement de la mosquée Ketchaoua. La façade se compose d'un portique à trois arcades flanqué de deux tours polygonales. La chaire et les fonts baptismaux proviennent de la mosquée primitive.


Lemaire

◄ L'église Sainte-Marie-Saint-Charles de L'Agha, construite grâce aux dons de deux dames belges, Mmes Wauters et de Terwange, qui firent beaucoup pour la ville d'Alger. L'église attira de très nombreux fidèles.


Lemaire

CATHÉDRALE OU MOSQUÉE ?

QUAND on construisit pour les chrétiens la cathédrale Saint-Philippe, au milieu du siècle dernier, sur l'emplacement de la mosquée dite Ketchaoua, les ouvriers découvrirent de très belles mosaïques à neuf mètres de profondeur : niveau du sol à l'époque romaine. Une de ces mosaïques représentait une colombe tenant dans ses pattes un rameau d'olivier. Ce signe ne se trouvant que sur les monuments chrétiens d'alors, on peut penser qu'il y eut là un baptistère, une chapelle, une église peut-être... L'Afrique du Nord chrétienne en comptait des quan- source y attirait les bergers et leurs bêtes; source connue des Romains lorsqu'ils fondèrent Icosium, devenue par la suite El-Djezaïr, puis Alger.

L'endroit était bien situé, au pied de la Casbah, à une petite distance du port qu'il dominait. Une première mosquée y fut construite. Hassan pacha la détruisit en 1794. On en édifia une autre : cette Ketchaoua que les Français trouvèrent en 1830. Longue de 23,50 m sur 18,70 m, elle comportait de longues galeries qui la firent surnommer « mosquée des femmes », parce que les musulmanes avaient accès à

bien faits pour orner des murs. Ils l'appelèrent « mosquée aux grandes inscriptions ».

Le problème des lieux du culte se posa dès la conquête. La chapelle du consulat de France, celle du consulat d'Espagne et la chapelle du Bagne-des-Lions, rue Bab-Azoun, ne pouvaient contenir que peu de fidèles. Le comte de Bourmont fit planter la croix sur la mosquée dite de la Casbah, qui dominait toute la vieille ville, beaucoup plus haut que la Ketchaoua. Elle reçut le nom d'église Sainte-Croix.

Une autre mosquée, datant du XVIIe siècle, fut affectée à la pharmacie centrale de l'armée, puis remise à l'administration civile et convertie en église sous le nom de Notre-Dame-des-Victoires. Cette mosquée, de premier ordre, s'appelait Djama Ali-Bitchin. Elle avait été construite sur l'emplacement d'un bagne d'esclaves chrétiens appartenant au raïs Chiobali. On y monte de la rue Bab-el-Oued par un escalier étroit qui se glisse entre des boutiques.

Aujourd'hui, ces églises sont redevenues



Derobert

◀ Aujourd'hui, la cathédrale est devenue mosquée. Elle a été convertie au culte musulman en 1962. Le *minbar* (chaire à prêcher) en marbre polychrome et la vasque à ablutions ont retrouvé leur utilisation première.



Le palais d'Hiver, ▶ l'ancien Dar-Hassan pacha : une maison mauresque de 1790 remaniée avec plus ou moins de bonheur au XIXe siècle. Sur l'entrée, située rue du Soudan, subsistent toutefois des spécimens d'art mauresque.

Coll. particulière



La nouvelle cathédrale ▶ d'Alger, dont l'architecture, très moderne, a été l'objet de nombreuses controverses. Sa tour centrale, en forme de gigantesque cheminée, surmontée d'une croix, se dresse fièrement dans le ciel.

Albert

ment construite par des chrétiens pour des chrétiens.

L'âpreté des revendications vint probablement du fait qu'au lieu de construire une église de style latin on s'inspira d'une mosquée du Caire. Le vaste sanctuaire neuf édifié sur l'emplacement de la Ketchaoua disparue prenait figure de mosquée à venir aux yeux des jeunes générations.

Au marché d'esclaves

L'augmentation rapide du nombre des chrétiens venus de France, d'Espagne, d'Italie, de Malte amena le duc de Rovigo, gouverneur de l'Algérie, à demander la Ketchaoua aux autorités musulmanes. La petite mosquée était centrale et se trouvait à côté du palais d'hiver des gouverneurs. Le grand mufti responsable de l'édifice écrivit alors une lettre très noble : « Notre mosquée changera de culte sans changer de maître. Vous pouviez nous la prendre; vous avez préféré nous la demander. C'est là une marque de déférence que nous n'oublierons pas. »

La population musulmane opposa au contraire une certaine résistance, et la légende d'émeutes sanglantes, de cadavres ensevelis sous la cathédrale, vient sans doute de là. Il n'y eut pas d'incident grave. Quand on fêta l'inauguration de la nouvelle église, adaptée aux besoins du culte chrétien sans modification de l'ensemble, les musulmans se mêlèrent spontanément aux chrétiens et aux juifs : Babel méditerranéenne préfigurant l'Alger des décennies suivantes.

C'était la nuit de Noël 1832. L'autel provisoire trouvait abri dans une niche, et la « mosquée aux grandes inscriptions » accueillait Lalla Mériem, mère de Sidna-Aïssa, vénérés tous deux par les musulmans. L'inscription arabe qui ornait cette niche fut déchiffrée avec stupeur : « Dieu envoya un ange à Marie pour lui annoncer qu'elle serait la mère de Jésus. Marie lui répondit : « Comment cela se fera-t-il? » L'ange dit : « Par la toute-puissance de Dieu. »

On oublie trop que les mystiques musulmans sont allés très loin dans la connaissance des prérogatives de Marie. Une confiance persiste dans le cœur des populations. Les femmes arabes montaient nombreuses à Notre-Dame-d'Afrique; elles y amenaient leurs petits enfants, priaient et faisaient brûler des cierges.

« Celui qui prie aime celui qui prie », me dit un jour un musulman kabyle.

L'assistance bigarrée qui se mêlait aux officiers et aux soldats dans la Ketchaoua devenue église admirait une crèche bien modeste. Il y avait là aussi un vieux religieux trinitaire dont l'émotion trop vive se traduisit par des larmes : le P. Gervais, frère de ceux qui, pendant des siècles, assistèrent et rachetèrent — quand ils le pouvaient — les hommes et les femmes enlevés en nombre incalculable sur les côtes européennes pour être vendus au marché d'esclaves d'Alger.

Lui-même, le bon P. Gervasio, avait vécu longtemps parmi les esclaves. Il n'avait échappé que de justesse à la mort, un jour qu'il voulait emporter et ensevelir décemment des têtes d'esclaves chrétiens massacrés, suspendues à un figuier près de la mosquée qui devint l'église Sainte-Croix. L'évêque d'Alger tira deux croix des branches sanglantes de ce figuier.

Une statue de la Vierge, de provenance ▶

note arabe dans la nef

inconnue, avait été trouvée sur les quais du port. On la plaça au-dessus du petit autel, près de l'inscription coranique qui semblait l'avoir attendue. La messe fut très simple; on ne chanta pas, mais des témoins ont noté le recueillement de l'assistance.

Les travaux de démolition de la petite mosquée Ketchaoua et la construction d'une cathédrale beaucoup plus grande commencèrent en 1844. L'entreprise dura près d'un quart de siècle. Elle causa de graves soucis aux premiers évêques d'Alger, sollicités de toutes parts et souvent accablés de dettes.

Le style arabe fut choisi pour éviter une dissonance entre le nouvel édifice, le palais d'Hiver, son voisin, l'archevêché, son vis-à-vis. La formule n'en est pas moins hybride. Si la façade rappelle la mosquée Mohammed-en-Nasser du Caire, le chœur est romano-byzantin, et la note arabe domine dans la nef. On fit venir les pierres des carrières d'Oran. Un temple païen de Cherchell, dédié à Jupiter Olympien, fournit les colonnes de marbre vert qui soutiennent la coupole du chœur. Quelques vestiges de l'antique mosquée subsistent : la chaire, des colonnes de marbre blanc et des vasques dont l'une servit de fonts baptismaux tandis que les autres étaient placées à l'entrée comme bénitiers.

Bulloz



Coll. Tallandier

◂ *Extrême gauche :* Anne Savary, duc de Rovigo, général de division. Il succéda, en 1831, à Berthezène à la tête des troupes d'Algérie. *A gauche :* Louis Bourmont, comte de Ghaisnes. Ses succès dans l'expédition d'Alger, qu'il commanda, lui valurent un bâton de maréchal en 1839. Il planta une croix sur la mosquée dite de la Casbah.



Roger Viollet

◂ Portrait du cardinal Lavigerie. Nommé archevêque d'Alger en 1867, il avait pour objectif d'évangéliser et d'acquérir l'amitié de la population musulmane. Pour mener à bien sa tâche, il fonda les pères blancs, en 1868, et les sœurs missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique, en 1869. Par la suite, il s'attaqua à l'esclavagisme.

Une tache violette

L'argent vint principalement de France, et ce n'est pas d'aujourd'hui que les travaux restent en suspens parce que les constructeurs ne peuvent plus payer les traites. Comment reprocher aux premiers évêques d'Algérie d'avoir recueilli, nourri, élevé des milliers d'enfants affamés? On imagine mal actuellement l'état de l'Algérie d'alors, sa pauvreté, la fréquence des épidémies et des famines. Curés et aumôniers autant qu'évêques, les premiers prélats, assistés de quelques prêtres seulement et d'un petit nombre de religieuses, songeaient à la misère avant de penser aux constructions. « Ma pauvre cathédrale ne se terminera donc jamais? Tout est de nouveau interrompu. » (Lettre de Mgr Pavy, deuxième évêque d'Alger, le 15 janvier 1850.) Et il écrivait à l'architecte, le 6 décembre 1863 : « Il est impossible que vous ne vous rendiez pas compte de l'effet déplorable produit sur la population et sur les autorités par l'ajournement des travaux. »

Mgr Lavigerie, premier archevêque d'Alger, et plus tard cardinal, bénit le bourdon et les autres cloches le 25 mars 1868. Il consacra la cathédrale le 25 octobre de la même année, en présence du maréchal de Mac-Mahon, gouverneur.

Un prodigieux développement n'avait pas encore allongé la ville et envahi les collines environnantes. Des quartiers populeux entouraient la cathédrale Saint-Philippe, qui resta longtemps le cœur d'Alger. On devait arriver de bonne heure pour y pénétrer les jours de fête; la place même était noire de monde, et tel ou tel évêque mit près d'une demi-heure pour aller de l'archevêché à la cathédrale, ou vice versa, tache violette dans une foule de chrétiens et de musulmans.

La messe des hommes y connut un tel succès, du temps que l'orateur était Mgr Bollon, que les femmes parvenaient difficilement à trouver une place sur les bas-côtés.

Comment se vida-t-elle, cette cathédrale Saint-Philippe, quelques années avant de cesser d'être une église?

L'évolution de la ville d'Alger en déplaça le centre. La belle église Sainte-Marie-Saint-Charles de L'Agha, construite grâce aux dons des « dames belges », Mmes Wauters et de Terwange, qui firent tant pour la cité, attirait de nombreux fidèles. De nouvelles paroisses furent créées. La démolition du quartier de la Marine, pittoresque mais vétuste, contribua certes à embellir et à moderniser Alger; elle diminua de plusieurs milliers les paroissiens de la cathédrale. Les derniers coups furent portés par la guerre d'Algérie. Attentats, insécurité, départs... La vérité historique oblige à nommer aussi le fossé qui se creusa entre la population française d'Alger et son archevêque. Le « troupeau » désespéré ne reconnaissait plus son pasteur.

L'approche de l'indépendance attisa les revendications musulmanes au sujet de cette cathédrale bâtie sur l'emplacement d'une petite mosquée détruite. Les accords d'Évian garantissaient l'inviolabilité des lieux du culte; mais on ne pouvait guère refuser une église à peu près

Alain Nogues/Gamma

vide, et il n'était pas besoin d'être bien perspicace pour voir dans lesdits accords une statue aux pieds d'argile... On nomma donc une commission ; on prit des contacts. La foule gagna de vitesse les réalisateurs.

Hisser le drapeau national sur ce monument construit au pied de la Casbah devenait une hantise. Des jeunes gens escaladèrent les murs le 5 juillet, jour de l'indépendance. Ce jour-là étant férié, les portes et les grilles étaient fermées. La foule s'énervait sur la petite place Lavigerie. Les jeunes musulmans passèrent par le palais d'Hiver et les terrasses du chevet. Ils n'osèrent pourtant pas escalader le grand dôme. Le capitaine Marcadet, commandant la force locale, vint avec quelques hommes et un clairon pour effectuer un lever des couleurs solennel, afin de calmer les esprits. Le vicaire général et des chanoines l'accompagnaient. On ne réussit pas sans peine, car la drisse fonctionnait



La mosquée Ketchaoua. *Ci-dessus :* les musulmans à la prière du vendredi. *Ci-contre :* intérieur de la mosquée. Aucun autre lieu de culte n'avait été plus âprement revendiqué par les Algériens que Saint-Philippe, la cathédrale construite à grands frais par les Français dans le style d'une mosquée du Caire. Ce style avait été adopté pour éviter une dissonance entre l'église et les édifices voisins : le palais d'Hiver et l'archevêché. Sa construction dura près d'un quart de siècle.

L'évolution des services de renseignements

Malgré des succès initiaux, qui interdirent au F.L.N. d'embraser l'ensemble de l'Algérie, et pour répondre aux besoins tous azimuts du renseignement, les différents services en place en 1954 durent, pour conserver leur efficience, rapidement modifier et leurs structures et leurs méthodes. De nouveaux services, mieux adaptés aux besoins opérationnels, s'imposaient ainsi que, sur le plan local, une plus large diffusion horizontale des informations, trop souvent réservées à la pyramide hiérarchique propre à chaque service.

La révision des attributions et de la coordination ne s'effectuera pas sans heurts ni réticences, malgré les évidences.

Assez vite, en effet, les services de police et la gendarmerie se lasseront d'envoyer devant les tribunaux des individus convaincus d'appartenance à la rébellion et qu'ils voyaient revenir, libres, dans leur douar après un très bref séjour en prison : la justice, elle aussi, était inadaptée.

La source de leurs renseignements – c'est-à-dire leurs informateurs musulmans – se tarira devant les menaces de représailles, souvent appuyées de sévices exemplaires de la part des hors-la-loi, et devant la mansuétude exagérée de la justice envers les rebelles arrêtés.

Entre les aléatoires et maigres avantages d'une collaboration avec les autorités et les très réelles et atroces violences exercées par les fellaghas, l'hésitation était permise !

Certains services seulement, grâce à leur extrême discrétion, conserveront quelques agents sérieux.

Mais dans le bled, en revanche, faute d'avoir l'assurance du secret dans leurs contacts, les informateurs se montreront de plus en plus circonspects. La discrimination entre les besoins en renseignements s'imposa aussi très vite.

Le repli sur le Maroc et la Tunisie (ou l'Égypte) des principaux chefs de la rébellion conduira à confier leur surveillance à l'organisme le mieux placé pour ce faire : le S.D.E.C.E. Les autres services ne recueilleront plus à leur sujet que des renseignements fortuits.

Peu à peu, le S.D.E.C.E. retirera ses agents d'Algérie ou les confiera à d'autres organismes. Sa connaissance des milieux nationalistes n'avait plus, sur place, qu'une valeur documentaire.

Le S.D.E.C.E. conservera en Algérie une antenne « Action » dirigée par « M. Allemand » et un officier de liaison, le capitaine L..., qui, le 13 mai 1958, échappera de peu à la fureur des émeutiers qui avaient découvert, abandonnée dans un tiroir du bureau du secrétaire général du ministre résidant, la copie de leurs communications téléphoniques !

« Tuez-en cinq cent mille »

Le terrorisme rebelle dans les villes était particulièrement gênant. On ne déplorait pas seulement ses victimes ; il avait aussi une résonance considérable sur l'opinion publique, nationale et internationale. Une grenade dans un bar de Bab-el-Oued trouvait plus d'écho qu'un combat dans l'Aurès.

Ce terrorisme relevait de la surveillance policière. Or les polices furent assez vite débordées, les chefs rebelles les plus importants étant repliés dans les maquis de montagne d'où ils animaient leurs activistes. Les policiers se montraient de plus en plus sensibles aux campagnes de presse que la répression déchaînait. On n'arrêtait plus que du menu fretin, qui ne risquait pas, lui, de provoquer des remous dans les milieux politiques parisiens.

Dans le bled, la recherche des bandes rebelles exigeait une information étroitement liée au commandement militaire, information rapidement recueillie, promptement interprétée et vivement exploitée par les troupes.

Là aussi, les opérations militaires, menées avec des moyens trop réduits, étaient mal adaptées au caractère subversif de la lutte. Elles manquaient de vigueur.

Le général Cherrière s'entendra dire par Jacques Chevallier, sous-secrétaire d'État à la Défense nationale : « Tuez-en cinq cent mille ! Un million ! Les autres se calmeront (1). »

Faute de moyens suffisants et avec l'accord des autorités civiles, on rassemblera les bataillons, abandonnant le bled à l'adversaire.

Il était urgent de dépasser l'époque dérisoire où la présence d'un gendarme « légalisait » les opérations et où les juges d'instruction exigeaient l'autopsie des victimes.

Forte de son expérience indochinoise, l'armée instaurera une véritable hiérarchie technique au sein des 2mes bureaux.

A la base, l'officier de renseignements du secteur (un arrondissement) cumulait à la fois la responsabilité de la recherche du renseignement – aidé des O.R. de quartier – et de la centralisation des informations recueillies par d'autres services : gendarmerie, police, observation aérienne, etc.

Cette organisation prit assez vite sa forme définitive.

Mais elle n'était pas suffisante. La responsabilité de l'O.R. s'arrêtait aux limites du secteur – limites dont se jouaient les fellaghas. Beaucoup d'O.R., aussi, manquaient de métier. Un système plus souple et techniquement mieux préparé deviendra nécessaire.

Ainsi naquit le Service de renseignements opérationnel chargé de projeter des agents au sein du maquis. Il sera confié au colonel Parisot, vieux routier des services spéciaux.

Parallèlement, l'interrogatoire des prisonniers et des suspects, source essentielle du renseignement, sera confié à un élément du contre-espionnage adapté au commandement local : le D.O.P., détachement opérationnel de protection.

L'ensemble – C.-E. et S.R. – sera coiffé, en 1957, par le Centre de coordination interarmées (C.C.I.) dirigé par le colonel Simoneau, lui aussi vieux spécialiste du renseignement et qui s'était brillamment comporté dans la Résistance.

Le C.C.I. disposait également de services « techniques » – écoutes radioélectriques, radiogoniométrie, décryptement.

Enfin, le service « Action » du S.D.E.C.E. passera aux ordres du C.C.I.

Les renseignements recueillis étaient centralisés au niveau le plus élevé par deux organismes distincts mais se complétant, l'un à la disposition du ministre résidant, le bureau d'études, dirigé par le colonel Ruyssen, très au fait des problèmes nord-africains, l'autre à la disposition du commandant en chef, le classique 2e bureau des états-majors, qui sera successivement confié au colonel Menière de Schacken (qui sera tué, plus tard, à Teniet-el-Haad en 1958), puis, à partir de 1958, au colonel Bourdoncle.

Après les barricades

Dans les corps d'armée, dans les zones, les 2mes bureaux coordonnaient et animaient l'ensemble des services représentés sur leur territoire.

L'organisation réalisée fin 1957 ne sera guère modifiée jusqu'à fin 1960, date à laquelle commenceront le démantèlement du système et l'orientation de plus en plus politique donnée à certains organismes.

Aux différents échelons du commandement, les moyens étaient ajustés de manière à éviter des chevauchements ou des conflits d'attributions auxquels on n'échappera d'ailleurs pas toujours.

L'organigramme s'établira à peu près comme suit :

- *Au secteur (sous-préfecture) : l'O.R. centralisait les renseignements obtenus par la gendarmerie, la police des renseignements généraux et les O.R. subordonnés ;*
- *À la zone (préfecture) : le 2e bureau orientait en outre le poste S.R. (s'il s'en trouvait), le détachement opérationnel de protection (C.-E.), la sécurité militaire, la police judiciaire (en ce qui concernait les activités rebelles), l'observation aérienne ;*
- *Au corps d'armée (igamie) : le 2e bureau, en accord avec les représentants de l'autorité civile, coordonnait l'activité de tous les services.*

Le bureau d'études de la Délégation générale s'occupait plus particulièrement des aspects politiques et économiques de la lutte contre la rébellion.

Le 2e bureau du commandant interarmées s'intéressait surtout au F.L.N. à l'intérieur du territoire et aux frontières.

En 1960, après les « barricades », la Délégation générale, par la voix du préfet de police Aubert, qui avait remplacé le colonel Godart, demandera l'aide de l'armée pour surveiller les Européens militant pour l'Algérie française. Il se heurtera initialement à une réticence de principe nettement formulée. Comme l'avait constaté Robert Lacoste, alors qu'il était ministre résidant : « Comment lutter sur deux fronts ? »

Le chef du bureau d'études, le colonel Baudet, ami personnel, pourtant, de Paul Delouvrier, sera muté... en Yougoslavie. Le chef du 2e bureau, le colonel Bourdoncle, sera lui aussi remplacé. Et le chef du bureau études et liaisons (B.E.L.) de l'E.-M. interarmées, auteur de ces lignes, tenu pour responsable de la résistance à l'Algérie algérienne, sera discrètement évincé d'Algérie.

Progressivement se mettront en place des équipes (gendarmerie, sécurité militaire, 2mes bureaux, polices) qui accepteront de détourner leur attention du F.L.N. pour l'appliquer aux milieux français.

Général JACQUIN

(1) N.D.L.R. Mot qui circulera dans certains milieux activistes et que l'attitude libérale de Jacques Chevallier tout au long de la guerre rendra plus que douteux.



E.C.P.A.

on parle de cadavres enfouis dans la crypte

mal : elle servait fort peu ; le drapeau national n'était hissé que rarement au grand mât par les services de la municipalité.

Le lendemain, 6 juillet, vendredi, jour de prière dans les mosquées, des hommes, des femmes, des jeunes gens se précipitèrent vers la cathédrale dès 7 h 40 du matin. L'archiprêtre chargé de la paroisse était parti porter la communion à des malades. Le sacristain et un paroissien qui allumait des cierges furent débordés. Bientôt, une foule évaluée à huit cents personnes se répandit dans l'église, brisant un bras de la statue de Jeanne d'Arc et faisant quelques autres dégâts.

On fit de nouveau appel au capitaine Marcadet, qui avait passé la nuit à débou-

Coll. particulière



Mgr Duval bénit un groupe de pèlerins partant pour Lourdes. Devant chaque malade, il s'arrête quelques instants pour prononcer des paroles de consolation et serrer les mains qui se tendent vers lui.

◄ Mgr Léon Duval. La position prise par l'évêque d'Alger pendant la guerre provoqua le mécontentement d'une grande partie des Algérois. « Le troupeau ne reconnaissait plus son pasteur. »



De la farine pour les ► déshérités. Mgr Duval se porta au secours des plus pauvres, se dévouant sans compter pour les musulmans. Même ceux du F.L.N. trouvèrent appui auprès de lui. Ses paroissiens, alors, le renièrent.

Coll. particulière

A.F.P.

lonner avec ses hommes la statue du duc d'Orléans, place du Gouvernement. Il accourut, amenant une vingtaine de soldats. L'archiprêtre, que l'on avait pu joindre, arriva aussi. Un imam lisait des versets du Coran dans la chaire. Il affirmait à la foule que cette cathédrale était une ancienne mosquée prise par les Français en 1832 contre le gré des musulmans. Selon lui, plus de cent cadavres étaient enfouis dans la crypte.

Un tableau lamentable

Un sergent de la force locale monta alors dans la chaire et réussit à calmer la foule surexcitée. « La France respecte les mosquées, dit-il en arabe; elle en a même fait construire pour les travailleurs algériens. Cette église est celle de Mgr Duval qui, avec le Secours catholique, vous a donné du pain pendant la famine. »

Aidés par quelques dirigeants F.L.N., les soldats réussirent à faire évacuer la cathédrale sans désordre.

Ces premiers troubles mirent en branle le processus de liquidation. L'évêque auxiliaire, Mgr Jacquier, et le vicaire général quittèrent en août le presbytère de la cathédrale pour la rue Clauzel, proche de Sainte-Marie-Saint-Charles de L'Agha. L'archevêché fut transféré dans le même quartier, un peu plus tard.

Pourtant, les Sœurs de saint Vincent de Paul restèrent dans la maison d'œuvres où elles se dévouaient, en basse Casbah, depuis 1840. Vieille prison turque aménagée; labyrinthe aux escaliers virevoltants. Seul habitait là le souci des pauvres, et jamais les œuvres ne cessèrent de fonctionner, malgré les vides creusés çà et là par les circonstances. Les jeunes filles pensionnaires allaient et venaient, pour leur travail, même pendant la « bataille d'Alger ». Un vieil homme dit un jour à une religieuse récemment arrivée de France, et qui lui paraissait inquiète : « On ne vous touchera pas, ma sœur, vous êtes les bougies de la Casbah. »

La cathédrale était notre voisine; j'y ai vu, en novembre 1962, les graves dégâts de l'invasion du 2 novembre.

Les cérémonies musulmanes se déroulaient déjà dans la nef. Un rideau et une barrière la séparaient du chœur et de l'abside, refuge des statues et des autels. Ce tableau lamentable, je n'ai pas voulu le photographier. Plusieurs statues, réduites à un amas de plâtre, tendaient encore un bras, une main, tels saint Joseph et sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. D'autres, groupées, mutilées ou coupées en deux, évoquaient un vendredi saint près du crucifix grandeur nature descendu de sa place haute, un bras de la croix touchant le sol.

Deux statues de la Vierge — Lalla Mériem — demeuraient intactes sur leurs autels. On n'avait pas touché à elles, non plus qu'à « Sidna-Aïssa » : Notre-Seigneur Jésus.

L'évacuation du chœur et de la crypte se poursuivait. Les corps de deux évêques d'Alger, Mgr Dupuch et Mgr Dusserre, n'avaient pas encore été retirés. Ce sont là les seules dépouilles que renfermaient les fondations.

Un jeune facteur démontait l'orgue, très abîmé malgré l'engagement pris de ne point monter à la tribune.

La descente des cloches, et surtout du gros bourdon, posa les plus difficiles problèmes. La dernière vision que je garde de la cathédrale d'Alger est celle d'un ouvrier arabe allant et venant dans le clocher. Un orage enveloppait de ténèbres violettes, coupées d'éclairs, les clochetons et le dôme d'où les croix ont été arrachées le 27 octobre 1962. Que de changements depuis le baptistère romain et la découverte de la colombe au rameau d'olivier! Le culte change, mais non le Maître; et l'Histoire rend philosophe. H

Marguerite SY

Coll. particulière



Réunion œcuménique au Caire. Musulmans et ► chrétiens sont réunis. Ensemble, ils prient pour la paix entre les nations. Troisième en partant de la gauche : Mgr Duval. Il est devenu citoyen algérien.





... On ne pouvait faire trois pas dans une ville algérienne sans avoir une inscription sous les yeux. Hier, la propagande F.L.N. dominait nettement. Aujourd'hui...



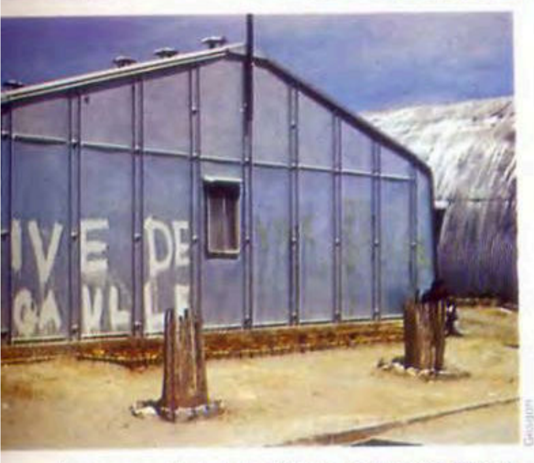
... c'est au tour de l'O.A.S. Les « Vive Salan ! » et les « De Gaulle assassin » côtoient les slogans. Les plaques des rues, parfois, sont changées aussi par l'O.A.S.

Comme tous les pays en période d'agitation, l'Algérie des années 60 connaît une floraison d'inscriptions sur les murs, les façades, les toits, les routes même...









Les hangars de la base aérienne de Hussein-Dey, sur lesquels des appelés ont écrit « Vive de Gaulle ! », montrant ainsi qu'ils demeurent fidèles au chef de l'État.

ALGER AU TEMPS

ALGER était devenu un immense chantier du maintien de l'ordre et la population dut vite subir des entraves diverses à la liberté, qui lui venaient aussi bien de l'O.A.S. que du F.L.N. ou des forces de l'ordre, dont le rôle était d'appliquer la loi et d'éviter les affrontements.

Les systèmes de contrôle de la circulation des personnes et des véhicules ont souvent été mal connus, alors qu'ils ont tenu une grande place dans l'histoire de la guerre.

Avec les inscriptions, ils faisaient cependant partie de la vie courante.

Il y avait, à Alger, trois systèmes de barrages créés, au début, pour la lutte contre le F.L.N. et dont le fonctionnement n'a guère varié dans son essence quand l'O.A.S. a entrepris son action.

Il existait, d'abord, un contrôle des pénétrantes qui avait pour but de surveiller les axes desservant Alger. Il fut modifié après le 11 janvier, conformément aux instructions du délégué général.

Ce contrôle était permanent et s'effectuait avec une intensité variable selon la situation. Il allait de la vérification d'un nombre limité de véhicules, à des heures différentes, jusqu'au barrage total que l'on appelait « Archimède ».

On a une idée des besoins en effectifs quand on sait que les pénétrantes d'Alger étaient contrôlées en plus de cinquante points...

Une deuxième catégorie de barrages était ceux qui surgissaient souvent dans le Grand Alger et que le public et les journalistes connaissaient sous le nom suggestif qui leur avait été donné : « Chicago ».

Leur but était d'intercepter un véhicule suspect sur lequel on possédait un signalement au moins partiel tel, par exemple, que marque, couleur, numéro.

L'alerte « Chicago » était diffusée par les moyens de transmission les plus rapides (radio et téléphone), elle pouvait être générale ou partielle.

L'efficacité de ces barrages reposait évidemment sur la rapidité de leur mise en place.

Il y avait 86 points de barrage fixe et 15 à 25 points de barrage mobile.

Un cas particulier — datant de 1956 et de la « bataille d'Alger » mais qui eut sa pleine efficacité au moment de l'O.A.S. — était celui des barrages de la Casbah, dont le but était d'éviter l'affrontement des deux communautés aux points de contact des deux quartiers, musulman et européen, c'est-à-dire au niveau du boulevard de la Victoire, de la rue de la Lyre, du marché de Chartres et des rues Bab-el-Oued et Bab-Azoun. Ce plan comportait de 50 à 80 points de contrôle.

Ainsi, le total des points de contrôle dans Alger, soit sur les pénétrantes, soit à l'intérieur, était de l'ordre de 200 et, en période d'alerte généralisée, il a pu atteindre le chiffre de 250.

Un système de maintien de l'ordre implique d'abord l'adhésion plus ou moins générale de la population à défendre : la



doc. gendarmerie nationale



doc. gendarmerie nationale

DE LA VIOLENCE...

Avec les inscriptions, les systèmes de contrôle de la circulation des personnes et des voitures font partie de la vie quotidienne. Le terrorisme est partout et nulle part, et les forces de l'ordre, bien que bénéficiant de moyens puissants, sont souvent dépassées.

défense consiste à se battre pour la nation et non contre elle.

Or, à Alger, en 1962, la « nation », plus algérienne que française, vivait sous un régime de terreur, et il fallait comprendre que 12 000 à 20 000 hommes chargés du maintien de l'ordre ne pouvaient exercer un contrôle permanent et total sur 1 250 000 personnes. Il fallait sauvegarder l'essentiel, et c'est ce qui a été fait.

Des taches horribles et informes

En dehors des moyens rapidement esquissés ici, le préfet de police était amené à mettre en œuvre certaines cellules d'action plus ou moins importantes qui évoluaient au gré des circonstances.

Il m'a semblé utile d'en mentionner deux qui paraissent ne pas manquer de pittoresque au milieu de l'incohérence, souvent triste, dans laquelle nous étions plongés.

Ce sont les « Rembrandt » et les opérations « Croisière ».

Ceux, dont je suis, qui sont étrangers à l'approche des événements et de l'Histoire par des graffiti et inscriptions se privent probablement de grandes satisfactions.

Il faut bien dire que ces inscriptions, monopolisées naguère par le F.L.N., étaient dominées par la propagande O.A.S. et les « A bas de Gaulle! », « O.A.S. vaincra » ou, surtout « O.A.S. » tout court étaient partout.

Il fut convenu, en janvier, que nous allions réagir.

Un plan fut élaboré, qui consistait, d'une part, à mettre les particuliers en demeure de faire disparaître les inscriptions chez eux, quand il était évident qu'elles n'avaient pu être faites sans leur consentement, d'autre part, de surveiller au maximum les commandos de peintres, enfin et surtout, d'effacer ou de neutraliser le maximum d'inscriptions.

Ce dernier moyen, sur lequel mes collaborateurs, aussi bien militaires que civils, étaient fort réticents, était pourtant le seul qui pût présenter quelque efficacité.

Il fut décidé de l'adopter en même temps que les deux premiers.

Les militaires, les gendarmes et les C.R.S. ne pouvaient, bien évidemment, se charger de badigeonner les murs, ils avaient autre chose à faire.

Le préfet chargea le commissaire central de monter une brigade de volontaires, qui, sous la protection de patrouilles motorisées, pourraient opérer, pensions-nous, sans trop de difficulté.

Trente à cinquante volontaires furent donc péniblement recrutés et l'opération fut baptisée « Rembrandt ».

Les « A bas de Gaulle! » devenaient « Vive de Gaulle! » et les « O.A.S. » des taches horribles et informes qui, malgré notre certitude qu'il ne pouvait en être autrement, faisaient notre désespoir.

La petite guerre commença donc et se poursuivit en même temps que l'autre...

Raoul Salan était propriétaire d'une grande villa, située à une cinquantaine de mètres de celle que j'occupais et l'O.A.S. ne se privait pas d'inscrire, sur le mur de clôture, en lettres d'un mètre de haut, ses « meilleurs » slogans.

J'avais donné des instructions pour que toutes les inscriptions fussent « compensées » partout, au jour le jour, et il faut comprendre que le responsable des « Rembrandt » n'omettait pas d'envoyer un commando presque chaque nuit, dans le quartier que j'habitais. Vers le milieu

(Suite page 2996)



ORAN, VUE GÉNÉRALE

Au premier plan : Santa-Cruz



la guerre des graffiti est déclarée à Alger

(Suite de la page 2993)

d'avril, le mur de clôture de la villa Salan était devenu noir. Il fallut donc faire les inscriptions en blanc.

Avec le recul, on peut trouver bizarre que nous nous soyons occupés de détails de ce genre, alors qu'il y eut à certains moments dans le Grand Alger de 30 à 100 tués par jour, par attentat, et de 30 à 150 attentats au plastic.

C'est que la vie continuait malgré tout, et si une minorité agissante faisait régner la terreur et le désordre et s'obstinait à vouloir démontrer que les institutions étaient tenues en échec, nous étions dans une ville où tout, services publics ou privés, devait fonctionner.

Opération « Croisière »

Ces « Rembrandt » ont pu, en partie, neutraliser les inscriptions au début, sans trop de mal. Un premier volontaire a été tué par attentat, début février, malgré la présence de la patrouille motorisée de protection.

Puis l'O.A.S. s'attaqua de plus en plus, aussi bien aux « peintres » qu'aux patrouilles les accompagnant, d'abord directement, sur place, puis de façon beaucoup plus subtile en repérant leurs futures victimes et en les tuant dans la journée, à domicile ou dans la rue.

Il fut nécessaire de les conserver jusqu'à la fin de juin et ils furent, en plus, chargés de diverses tâches de salubrité et de sécurité.

Il reste qu'une trentaine de gardiens de la paix et autant de volontaires ont trouvé la mort dans l'opération « Rembrandt ».

Quant aux volontaires, je n'ai pas oublié ces sympathiques garçons, en général musulmans, qui, pour 500 à 1 000 anciens francs par nuit, risquaient leur vie avec le sourire.

Il est vrai que nulle part plus qu'à Alger, à cette époque, il ne nous avait été donné de constater que la mort fait partie de la vie comme le fruit appartient à l'arbre, et c'est bien parce qu'il le comprenait ainsi que l'un des volontaires, que je félicitais pour son courage tranquille, me répondit :

— Oh, tu sais! qu'on se fasse tuer là ou ailleurs, c'est kif-kif.

Les opérations « Croisière » prirent naissance dans un climat qui justifie quelques commentaires.

Le « cheminement du désordre », parfaitement perceptible dès le mois de décembre, nous faisait prendre conscience que tous les procédés classiques de prévention, du fait même de la continuité des méthodes employées et de la permanence du phénomène à combattre, perdaient de leur efficacité par le renouvellement.



doc. gendarmerie nationale

◀ De très nombreux points de contrôle ont été créés à Alger, soit sur les pénétrantes, soit à l'intérieur, dans le cadre de la lutte anti-O.A.S. Ce système de barrage était assez efficace, malgré ses imperfections. La police urbaine, en décembre 1961, se...



Gamma/Eur

◀ ... décomposait ainsi : un contrôleur général ; 25 commissaires de sécurité publique ; Sûreté urbaine : 183, dont 3 commissaires ; officiers du corps urbain : 19, dont 3 commandants ; effectifs du C.U. : 2 353, dont 233 fonctionnaires venus de France. Il y avait...



doc. gendarmerie nationale

◀ ... en plus, outre la gendarmerie départementale, 20 escadrons de gendarmerie mobile sous réquisition et 6 à 8 escadrons de C.R.S. Enfin, les forces purement militaires sous réquisition passèrent de 4 500 à 12 000 au plus fort de la tourmente.

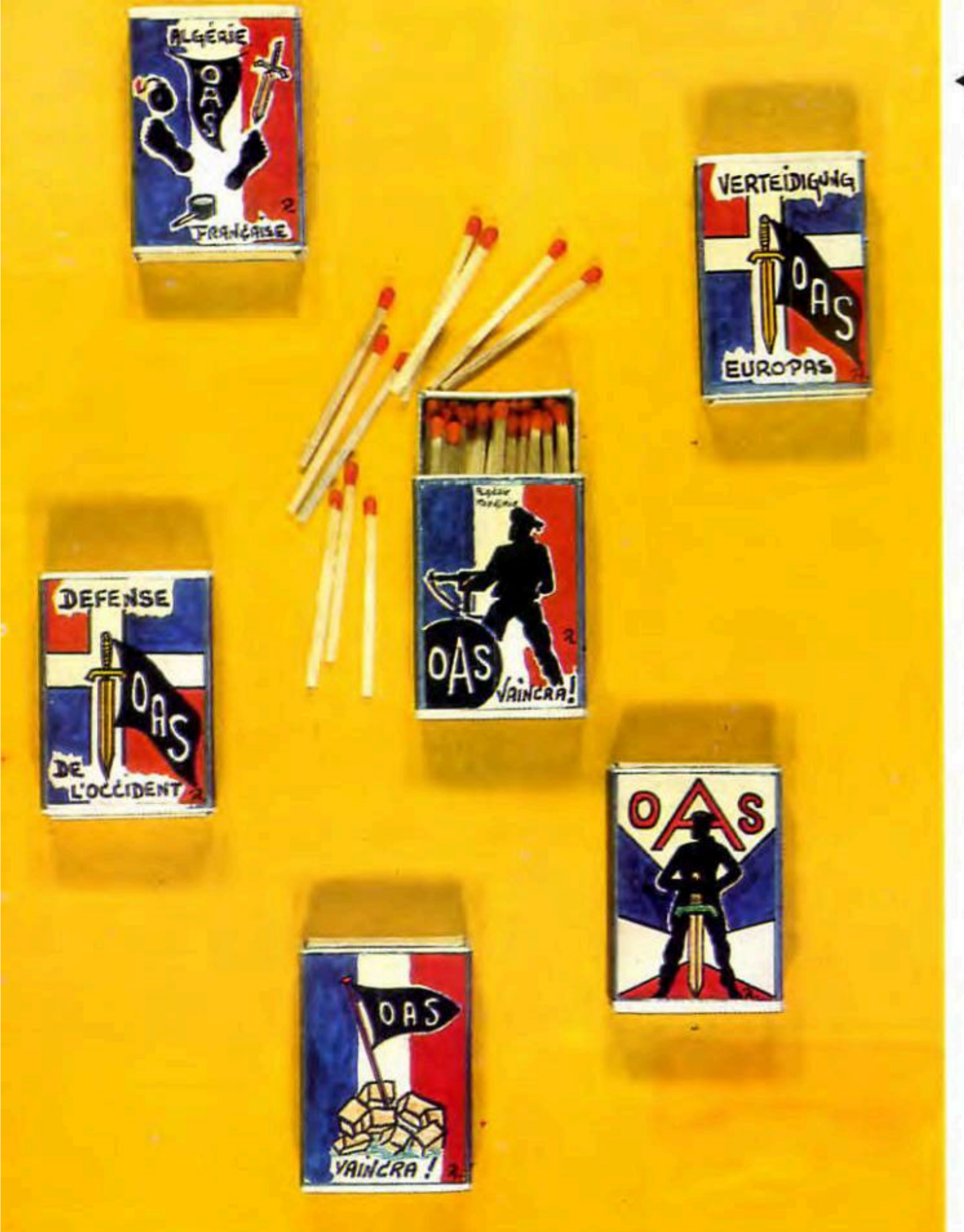


Alger, la nuit, est devenu ▶ une ville morte. Le lundi 21 janvier, la Délégation générale fit savoir que la circulation des véhicules à Oran était réglementée, et ces mesures furent étendues à Alger et à tout le territoire. Il était notamment interdit de circuler après 21 heures. Le 24 janvier, date anniversaire des barricades, approchait et les autorités craignaient, à cette occasion, les plus graves désordres.

Habans/Paris-Match

Les moyens mis à la disposition du préfet de police étaient, certes, nombreux et puissants, mais comme le problème posé était constant, il fut vite clair que si la protection générale et les opérations de grand style, portant sur des quartiers entiers, devaient être continuées avec des moyens forcément visibles, par les bouclages, le couvre-feu, le cas échéant les fouilles d'appartement, en vue de désarmer autant que possible et de neutraliser les fauteurs de désordre, il nous manquait un dispositif invisible, souple et rapide, jamais utilisé dans les mêmes conditions, aux mêmes heures et selon les mêmes techniques.

Les commandos étaient essentiellement mobiles, et quand l'O.A.S. disait qu'elle



ll. Rodel

◀ **Dans les prisons, les membres de l'O.A.S., pour occuper leurs loisirs forcés, décoraient les paquets de cigarettes ou d'allumettes avec des tracts de l'O.A.S.**

appait où elle voulait et quand elle vou-it, il fallait bien admettre que c'était vrai ans la mesure où elle tuait sans témoins es personnes isolées et sans défense.

Cela ne signifiait pas grand-chose et 'ajoutait rien à sa « gloire », mais la popu-tion, terrorisée, était de plus en plus ensible aux attentats individuels, quelles u'en fussent les victimes.

Dans un couloir

Tuer un pauvre homme ou une pauvre mme dans un couloir ou au détour d'une ie et s'enfuir pour recommencer ailleurs ins jeter un regard sur une victime inno-ente et inconnue, telle était la « méthode » ui commença à fleurir en décembre et teignit les plus hauts sommets en avril en mai 1962.

Nous savions bien que ces méthodes vaient cours depuis longtemps et que le .L.N. en usait encore, si bien que beau-oup d'Européens ne se faisaient pas faute e rappeler que « les Français n'avaient as commencé »...

Évidemment, me dit un jour un de mes interlocuteurs algériens, ils sont probablement de bonne foi, mais ils oublient qu'ils avaient, eux aussi, « commencé il y a cent trente ans ».

Tout cela n'était possible qu'avec la connivence d'une partie de la population consentante et surtout terrorisée. La conscience collective était en voie de disparition et les pouvoirs publics pouvaient compter sur de moins en moins de concours pour poursuivre leur tâche de salubrité.

On cite quelquefois, à grand renfort de lamentations, certains pays sous-développés, où les corps des victimes d'attentats crapuleux restent des heures au milieu de l'indifférence générale dans de grandes artères, le long des murs des plus beaux immeubles modernes...

Il y avait de cela à Alger, à cette époque.

Si les appels à Police-Secours étaient encore assez nombreux, les personnes qui annonçaient les attentats ne se faisaient pas connaître, et c'est surtout au hasard des patrouilles des forces de l'ordre que les corps étaient découverts.

Le terrorisme orienté vers des objectifs précis et délibérés, et motivé par le sursaut collectif d'une nation, nécessite, outre du courage, des moyens ainsi qu'un idéal si élevés et une foi si grande pour faire taire les scrupules de tout homme civilisé faisant la guerre que l'Histoire n'en donne pas tellement d'exemples vrais.

La Résistance en a fourni un grand nombre.

Mais le terrorisme aveugle, consistant à tuer pour tuer, ne nécessite aucun courage, surtout pas de scrupules et pratiquement aucun moyen.

Or c'est de plus en plus à ce terrorisme que nous avions affaire.

On m'a souvent rétorqué que toute la population était en guerre.

C'est possible, mais j'ai toujours répondu qu'Alger comptait alors 1 250 000 habitants environ et qu'il suffisait de 1 000 agitateurs pour faire régner le désordre.

Nous avons toujours eu pour mission notamment de nous demander ce que devenaient les 1 249 000 autres.

Cent visages divers

Eh bien, ils vivaient comme ils pouvaient, et on ne fait pas subsister plus d'un million de personnes en ne se souciant que d'attentats au pistolet ou au plastic.

Il fallait bien que les services de toute nature, municipaux, départementaux, régionaux, fussent en mesure de fonctionner, et pendant cette période démentielle, le préfet, inspecteur général régional, préfet d'Alger, distinct du préfet de police, et les préfets des différents départements ont dû, dans le silence et sous la menace permanente des attentats, avec le concours des différents services et de leurs chefs, d'autant mieux assumer leur mission qu'elle était plus difficile et plus dangereuse.

C'est dans ces conditions que, courant janvier, au moment où il devint évident que le terrorisme O.A.S. augmentait et dépassait celui du F.L.N., en accord avec les autorités militaires et le chef du détachement de police judiciaire de Paris stationné à Hussein-Dey, nous avons entrepris de mettre sur pied, et de façon systématique, des opérations de prévention comportant les mesures habituelles de fouilles et de perquisitions dans un périmètre restreint préalablement bouclé.

Ces opérations furent baptisées « Croisière » parce que les équipes travaillaient sans arrêt soit sur renseignement, soit sur simple initiative.

Il est évidemment apparu que ces opérations, pour être fructueuses, exigeaient un secret total et la participation de petites équipes peu nombreuses, mais d'un maniement très rapide.

Ces équipes devaient être protégées aussi bien pendant l'action qu'en dehors de leur activité. Leur chef m'avait dit un ▶

la tragédie fait partie de la vie quotidienne





Photo Jacques Garofalo/Paris-Match

Un commando de l'O.A.S. au travail. En lettres gigantesques, est écrit : « O.A.S. Salan. » Demain, la brigade antigraffiti viendra effacer l'inscription. Ainsi se déroule, jour après jour, la petite guerre...

jour, au moment de la mise en place du système :

— Le point délicat, c'est la protection de mes garçons pendant et après les opérations, car vous imaginez s'ils vont être repérés!

Il ne parlait pas de lui, mais il était autant, sinon plus, exposé que les autres.

C'est ainsi qu'avait été organisé un système de protection rapide. Nous étions convenus, mes collaborateurs et moi, que les moyens de protection seraient donnés aux équipes sur simple demande du chef responsable et que pour éviter les « fuites » personne ne connaîtrait le but de la mission en dehors de celui qui l'aurait ordonnée et du chef de mission, si bien que les équipes partaient sans savoir où elles allaient jusqu'à leur arrivée sur les lieux.

Nous avons eu, au début, quelques déceptions insolites, vexantes, et d'où le comique n'était pas absent...

Quant à la protection à domicile des personnels, elle était assurée par le lieu même où ils résidaient : tous les participants, venus de France en mission de deux ou trois mois, étaient casernés à l'École de police de Hussein-Dey avec interdiction d'en sortir autrement qu'escortés ou protégés.

Quels que fussent les moyens utilisés dans le maintien de l'ordre, la subversion prenait cent visages divers et on avait en général dans le public, en métropole comme à l'étranger, une notion assez superficielle de la situation réelle à Alger.

La dramatisation des faits, bien connue depuis longtemps, ne recouvrait pas grand-chose de précis.

Un mois après notre arrivée, l'aspect bizarre et insolite de la juxtaposition, en un même lieu, de la vie courante et de la tragédie finit par s'imposer, et l'habitude fut vite prise de trouver naturelles les choses les plus étonnantes.

Cette nouvelle appréciation de la situation nous vint un jour, au cours d'une conversation avec une fort brave femme, infirmière de son état.

Dès son arrivée, ce matin de janvier 1962, vers 8 heures, elle me dit :

— Je viens de faire mon marché, et il m'en est arrivé une bien bonne.

Je m'attendais à un incident saugrenu, comme c'était souvent le cas... ou à une contestation sans issue avec un agent de la circulation...

— J'achetais des légumes et de l'épicerie chez mon Mozabite, quand un garçon très bien mis m'a poussée poliment de côté, a sorti calmement un pistolet de sa poche et a tiré, sur le marchand, une balle en pleine figure.

» Bien sûr, le Mozabite est mort, et je tremblais comme une feuille. J'étais tellement affolée que j'ai laissé mon sac à provisions sur l'étal... Quelqu'un en profitera. Et avant qu'on ait eu le temps de se retourner, le type était loin. L'agent est arrivé, mais qu'est-ce que je pouvais lui dire? Il a pris mon nom — c'est le comble! — comme si j'y étais pour quelque chose!

» Vous croyez que c'est sérieux, ça?

Elle avait apparemment « récupéré » et racontait son aventure comme s'il se fût agi d'une chose banale, avec, bien sûr quelques mots de compassion pour la victime.

Les liens de la fraternité

Mais j'avoue que je n'ai jamais bien su si ce qui n'était pas sérieux à ses yeux, c'était l'assassinat, horrible en soi, ou le fait qu'on lui eût demandé son identité.

Nous étions bien loin des imprécations que provoquaient les attentats contre les Européens, et le fossé qui existait, malgré tout, entre les communautés se manifestait par des détails de ce genre.

Il viendra pourtant un temps où les attentats, quels que fussent les auteurs, ne faisaient plus rien à personne, sauf à ceux qui connaissaient les victimes et étaient directement concernés.

Vouloir maintenir ou créer des liens de fraternité dans ce contexte, était une gageure...

Elle faisait pourtant partie de notre mission et malgré le climat démentiel dans lequel celle-ci s'exerçait, il faut bien dire que les déceptions, généreusement montées en épingle, étaient cependant loin de dominer les réussites silencieuses. H

Jean BELLAC

doc. gendarmerie nationale



◄ Barrages fixes, barrages mobiles, le contrôle, dans Alger et sa périphérie, est constant. Les pénétrantes à Alger sont contrôlées en plus de 50 points. Ils ont pour but de surveiller les axes desservant la ville. Il importe de ne pas laisser l'O.A.S. maîtresse de la rue.

J'ÉTAIS UN APPELÉ COMME LES AUTRES



ECPA

Chasseurs alpins en Kabylie. Par la rudesse de son climat, par ses vastes massifs montagneux, la Kabylie s'apparente beaucoup aux Alpes françaises. C'est pourquoi les chasseurs alpins furent choisis, de préférence à tout autre régiment, pour nettoyer la région des katibas qui y opéraient. Cette forteresse naturelle fut le fief d'Amirouche.

« MON » Algérie est tout entière enclose entre quelques points géographiques situés en Grande Kabylie, de part et d'autre de la Lalla-Khedidja, points dont j'ai connu le relief par le menu pour l'avoir pratiqué plus « en pataugas » qu'en 6 × 6 ou autres G.M.C.

Ces points? L'usine électrique d'Illiten, au-dessus de Maillot, une ferme que nous disions « Marcelin », la cote 930 dominant Merkalla, sous la Dent-du-Lion, et enfin, Agouni-ou-Adallah, ou si vous préférez, Tizi-Bouiffed, non loin de Michelet à vol d'*Alouette*, un peu plus éloigné « à vol de convoi routier ».

Le 18 avril de cette année-là, Alger la Blanche m'a fait grise mine lorsque nos compagnons de traversée issus du 1er train s'éloignèrent vers l'inconnu d'El-Biar et autres Beni-Messous, abandonnant cinq d'entre nous, tels cinq orphelins, sur le quai de la gare maritime. Pourquoi nous?

Notre surprise devint angoisse lorsqu'un lieutenant à large béret basque nous apprit que nous avions été mutés dans les ▶

pour toute préparation au combat, un seul jet de grenade au plâtre

chasseurs alpins. La gueule qu'on s'est payée! Passe encore si nous avions effectué nos classes dans un B.C.A. ou un B.C.P., mais fabriquer des diables bleus à partir de tringlots était une gageure devant laquelle on n'a pas semblé reculer! Des tringlots qui avaient tout juste marché huit kilomètres sur route, sans sac au dos, effectué un unique parcours du combattant, très décontractés, en tenue de sport, et un seul jet de grenade au plâtre pour toute préparation aux combats qui allaient être notre lot! Bagage aussi mince que le mince couvre-pied de notre maigre paquetage de changement de corps! Il est vrai que les « événements » étaient réputés n'être point une guerre. Et une réputation même indûment acquise cache souvent trop longtemps la réalité des choses. Ne convenait-il pas surtout de ne pas affoler le bon peuple? Nous-mêmes n'apportions-nous pas notre contribution à ce travail de camouflage en nous obstinant à écrire que tout allait bien?

Un soleil « du feu d'Allah »

Après l'apprentissage du transport en wagons à bestiaux, sans armes pour ajouter au sentiment d'insécurité qui était le nôtre, avec un soleil « du feu d'Allah » qui contrastait cruellement avec les 17 degrés de février précédent qui avaient rendu nos séances de maniement d'armes et d'exercice de défilé particulièrement « jouissives » au niveau des doigts, ce fut l'expérience de la traversée des gorges de Palestro, rendues tristement célèbres, toujours aussi désarmés et un peu plus angoissés.

Faut-il préciser que lorsque, à Bouïra, l'on nous remit MAT-49 nanti de deux chargeurs ou Garant avec un unique chargeur — ce fut mon lot en ma qualité de deuxième classe —, nous avons pensé que « ça n'allait pas tarder à être notre fête »?

Et puis, le 20 avril, ce fut la découverte de la peur qui vous mord les tripes, la peur idiote, irraisonnée, au cours d'un convoi de nuit en montagne qui nous amena à la découverte, sur le coup de 21 heures, avec l'orage qui menaçait, de l'usine électrique d'Illiten, éclairée *a giorno*.

C'était un petit paradis, lorsque je compare cette vallée à la cote 930 où nous avons « pitonné » dans la chaleur réverbérée par la barrière calcaire du Djurdjura. Oui, un petit Eden malheureusement sans la moindre Ève, sans possibilité de « pomme-croquer » mais où nous avions de l'eau à discrétion, un peu de verdure et des projecteurs allumés en permanence dès que la nuit tombait.



Pagès/Paris-Match

Je fis donc, à cette occasion, l'apprentissage de ma première approche de nuit, six heures de marche en tout terrain, sans mot dire, sans pouvoir fumer et sans savoir à quoi ressemblait exactement un accrochage. Sur le coup de 6 heures du matin, j'eus mon baptême du feu sous forme d'une rafale de F.M. au ras des oreilles. Quelques minutes après, un Kabyle agonisait sous mes yeux, la poitrine constellée d'impacts sanglants.

Ensuite ce fut ma première fouille de mechta, le premier spectacle de coups de pied au cul généreusement distribués aux hommes du village d'Irser, alignés le nez au mur de la djemaa. La première engueulade de mon chef de section parce que j'avais perdu du temps dans les fouilles. J'avais en effet demandé les clés pour ouvrir une valise et tout replié dedans, ainsi que je l'avais trouvé. J'appris, peu après, qu'avec un couteau, le couvercle était rapidement défloré. Ce fut ma première dégustation de boîte de ration avec mes seuls doigts. Mon premier ratissage de rivage d'oued qui roulait ses eaux au fond d'une vallée en V très aigu, avec premier bain glacé, dû à mon inexpérience d'alpin mais aussi bigrement aidé par le

Ci-dessus : le salut aux couleurs. *Ci-dessous :* départ en opération. « Que de souvenirs en ces lieux ! Souvenirs rouge sang, du sang des copains et du sang des autres. Et aussi le souvenir d'amitiés solides, liées dans des conditions de vie matérielle et morale souvent difficiles. »



© Meunier

manque d'adhérence, sur les rochers mouillés, de pataugas déjà usés jusqu'à la plante des pieds. Premier contact également, et combien désagréable! de mon séant avec une raquette épineuse de cactus.

Deux jours plus tard, le 26 avril, mon premier harcèlement de nuit aux armes de guerre. Le lendemain, notre convoi de ravitaillement tombe dans une embuscade. Sans dommages pour les nôtres.





Photos E.C.P.A.

◀ **Les « diables bleus » patrouillaient inlassablement, hiver comme été. Plus le temps passait, plus les accrochages étaient violents. Mais le danger n'était pas seulement présent dans le djebel. Un sergent-chef se fit descendre, un jour, au marché de Michelet, grouillant de monde...**

Ce même jour, j'entrevois mes premiers fellouzes, de kaki vêtus, qui font « face en arrière » et disparaissent avant que l'ordre d'ouvrir le feu nous soit donné.

Après un petit mois d'Illiten, ce furent les « délices » de la ferme Marcelin. Pas le moindre réseau de barbelés, pas le plus petit emplacement de tir, mais des vignes en rangs serrés qui venaient battre les flancs de la grange où nous dormions mal, dans l'attente d'une attaque jamais impossible. De nuit, une sentinelle prenait place sur le toit, une autre se plantait sur le seuil de la porte, sous l'abri précaire d'une marquise.

En sortant des travaux de défense, des projecteurs allumés en permanence et des blockhaus où nous montions la garde à l'usine, cela nous avait un goût de « pas à notre goût ». Notre sentiment de vulnérabilité avait monté d'un bon degré.

Dès le lendemain c'est le départ en « opé ». La veille, des copains de la Colo sont tombés en embuscade, du côté de Palestro. On parle de 40 disparus, d'une mitrailleuse de 7,6 et de deux 24-29 pris par les rebelles mais ce n'est que le lendemain, après une longue nuit passée sur le ciment d'un préau d'école, que nous sommes lâchés dans une opération en forme de répression. Les mechtas flambent, les rafales claquent, les déflagrations des grenades sont assourdies par les murs des maisons. Combien de rebelles figureront parmi les victimes?

Binette en main

Première tentation, au cours de l'après-midi, en fouillant un village, de refuser l'ordre qui m'est donné de mettre le feu à une maison où l'on a découvert des douilles de fusil de chasse et une cartouchière! Menaces extrêmement précises — en forme d'œil de P.M. qui me regarde fixement à hauteur du nombril — de la part de mon chef de section. Première de mes dérobades et je me retrouve sur le toit, ulcéré mais binette en main, creusant des appels d'air dans les tuiles et les roseaux qui servent de charpente. Je n'aime pas ce rôle mais je tiens plus encore à la vie qu'aux grandes idées humanitaires qui me guident. Et je n'en suis pas tellement fier. Autour de moi, comme pour ajouter à l'inconfort moral de la situation, les femmes pleurent et se lamentent. Et je dois arroser le tout d'un liquide inflammable — essence? pétrole? j'avoue ne plus me le rappeler — pour que le feu consente enfin à prendre.

Nous passons une nuit, au cours de laquelle je rumine mon renoncement, sur la terre battue d'une grange. Les gens de la ferme dont nous assurons la garde, très compréhensifs, invitent les officiers à dîner.

A 4 heures, nous sommes debout pour un ratissage au cours duquel nous rencontrons un oued qui serpente lentement sur le fond plat de sa large vallée. A cinq ou six reprises, nous y pataugeons, sans enlever les pataugas. Les heures de marche sont apparemment inutiles : nous ne rencontrons pas âme qui vive. Mais faut-il rappeler que l'embuscade a eu lieu quatre jours plus tôt et que le seul rescapé sera retrouvé par des paras à des dizaines de kilomètres de là?

Il me faut attendre trente-cinq jours de séjour pour que je touche mon chapeau de brousse, ma toile de tente individuelle, mon short et mes deux chemisettes.

Le trente-sixième, nous sommes largués sur un piton pelé, galeux, sans un poil d'ombre, qu'il nous faut aménager en point fortifié en une seule journée : murettes de pierres sèches, réseau de barbelés. Sans parler des indispensables feuillées.

Première nuit passée en tenue de combat, les côtes mâchurées par la caillasse ou le P.M. du voisin, prêts à gicler à nos emplacements de tir pour faire le coup de feu, la peau dévorée par les coups de soleil que nous avons consciencieusement engrangés au long de notre journée de labeur, les oreilles bourdonnantes du vent qui fait claquer les toiles de tente et instille entre chemise et peau à vif la démangeaison des grains de poussière, rendant ainsi notre situation encore un peu plus insupportable.

Là-haut, l'eau est rationnée : un casque lourd par homme et par jour. La toilette passe au second plan. Nous buvons! En revanche, les scorpions ne sont pas rares. J'en trouve un au fond de ma chaussure...

La seconde nuit, alerte. Nous sommes harcelés au P.M. et à la Statti.

Cinq jours après avoir pris pied sur cette cote 930, nous faisons « nos valises ». Direction, le versant nord du Djurdjura! Ma section redescend à la ferme et celle qui reste est harcelée très sérieusement. La 12,7 « tombe en rideau » à force de tirer. Nous, en bas, nous sommes disposés à sauter dans les véhicules pour prêter main-forte aux copains.

Via Bouïra, Thiers, Palestro, Ménerville, Bordj-Ménaïel, Tizi-Ouzou et Fort-National, nous rallions Michelet, non sans que notre Ford tombe en panne. En pleine route touristique! L'air y est pur mais aux dernières nouvelles, le rebelle y pousserait plutôt bien. Plus un seul poteau n'est debout, fût-il métallique, les maisons forestières ou cantonnières ont été passées par les flammes, de même que des cars, dont les carcasses noircies ont été basculées dans le ravin, en contrebas de la route.

Le sergent-chef se fait descendre

Dès le lendemain matin, premier incident. Un sergent-chef se fait « descendre » au marché grouillant de monde. L'arme sera récupérée mais pas le tueur. Les patrouilles tournent dans la rue principale. Les aborigènes sont fouillés aux entrées.

Nous apprenons avec stupéfaction qu'à Tizi-Bouiffed, les fells posent des mines!

Quatre jours de Michelet et nous embarquons pour... Tizi-Bouiffed et ses mines! Nous y arrivons sur le coup de midi, crevant de soif pour avoir ingurgité trop de poussière que nos pneus et nos chenilles arrachent à la piste tout juste carrossable.

Ce poste est installé dans une école de construction récente, où avec nous cohabite un groupe de mokhazni. On fait un peu la grimace. Makache la confiance! Il s'avérera par la suite que nous avons eu tort de douter : ils sont originaires de la région d'Orléansville et ne peuvent pas voir les Kabyles. Ma section se voit attribuer un préau qui ne sera fermé que lorsque nous y aurons essuyé les rigueurs de l'hiver. De mon lit, je vois un oued qui serpente dans une large vallée. De ▶

les suspects sont soumis à la "gégène"

A droite : rassemblement avant le départ en opération. On échange des plaisanteries. Pour crâner, pour masquer sa peur. Une embuscade est si vite tendue... *Ci-contre :* le col de Tizi-N'Kouilac. Tout s'est bien passé. Pour les chasseurs, le sourire est de rigueur.

l'autre côté, c'est l'Akfadou et sa forêt. A la « bino », on pourra y voir des *moudjahidin* qui se « farcissent » eux aussi les joies ineffables de la M.A.P. On y trouvera aussi des grottes aménagées en hôpital et d'autres en fortins. Lorsqu'on y mettra le nez.

Premiers hurlements d'un réputé « commissaire politique » que l'on soumet aux morsures de la « gégène » et qui sera tué par l'A.L.N. après mon retour en France. Il m'arrive d'évoquer les actes d'une certaine police qui traquait les « terroristes » français du côté de mes douze ans. Premier doute violent sur la nécessité de la question. Faut-il donc remettre en cause la morale que m'ont inculquée parents et professeurs? Existe-t-il deux façons d'être dans le bon chemin selon que l'on est civil ou que l'on « pacifie »? Ne livrons-nous pas une guerre, dans ce qu'elle a de plus répugnant, de plus atroce, de plus révoltant?

G. Metaxian

Suffit-il donc qu' « en face » on égorge et qu'on émascule pour que nous usions de l'électricité ou de l'hydrocution? La loi du talion n'est-elle pas un peu dépassée aux portes de l'an 2000? Qu'a donc appris l'homme depuis l'âge des cavernes, à part une technique de plus en plus évoluée, dans tous les domaines?

Et puis ces râles et ces cris finiront par faire partie des bruits de fond familiers, au même titre que les stridulations des insectes ou que les lugubres jappements des chacals en maraude. Seul, un de mes copains, un séminariste, tentera d'intervenir pour faire cesser ces interrogatoires. Sans résultat car, à plusieurs reprises, notre sécurité et notre vie ont été sauvegardées parce qu'un suspect avait parlé. Choix dramatique et cruel!

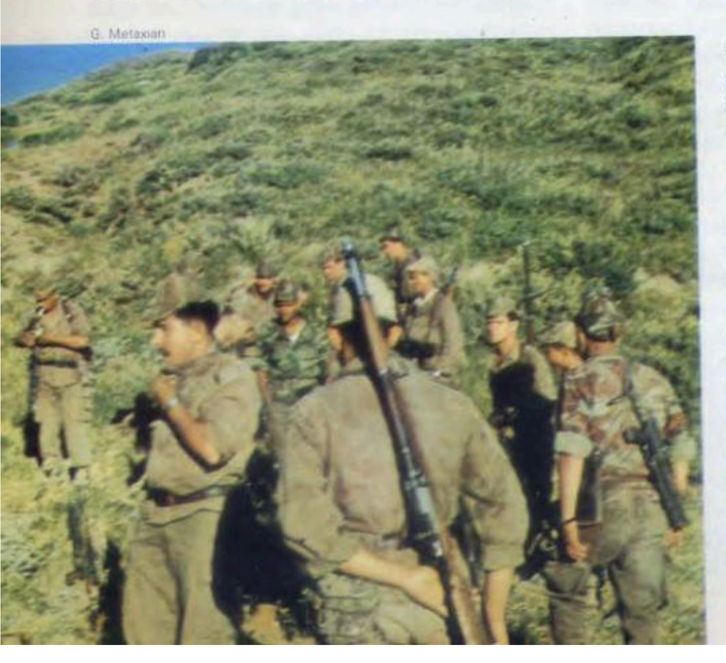
Le matériel roulant dont nous disposons est mal en point et ne ressemble pas à celui, flambant neuf, que j'ai vu dans les rues d'Alger. Au bout de quelques mois de notre piste coupée, rafistolée, de nouveau coupée et remise en état, le half-track, qui a connu les combats de 44-45 et ceux des rizières, ne roulera plus, se contentant de jouer un rôle de poste fixe à l'une des portes du cantonnement.

Première envie de tout « foutre cul-par-dessus-tête » dans le premier village venu parce qu'un copain a sauté sur une mine et qu'il est mort à ma place.

Par bonheur, j'ai la chance de faire l'école pendant deux mois. Un ballon d'oxygène car je suis au bord de l'asphyxie. Deux mois seulement car mon lieutenant a refusé que je rédige un rapport à l'inspecteur d'académie : « Il n'a qu'à venir voir par lui-même, mais sans doute notre secteur est-il trop dangereux pour lui! » Résultat : je suis débarqué « vite fait » et un instructeur algérois me remplace.

Dans notre secteur de surveillance existent deux autres écoles qui sont contemporaines de celle qui nous abrite. Mais quel contraste elles présentent avec la nôtre! Il est vrai que l'administrateur de Michelet avait décrété que, les militaires laissant

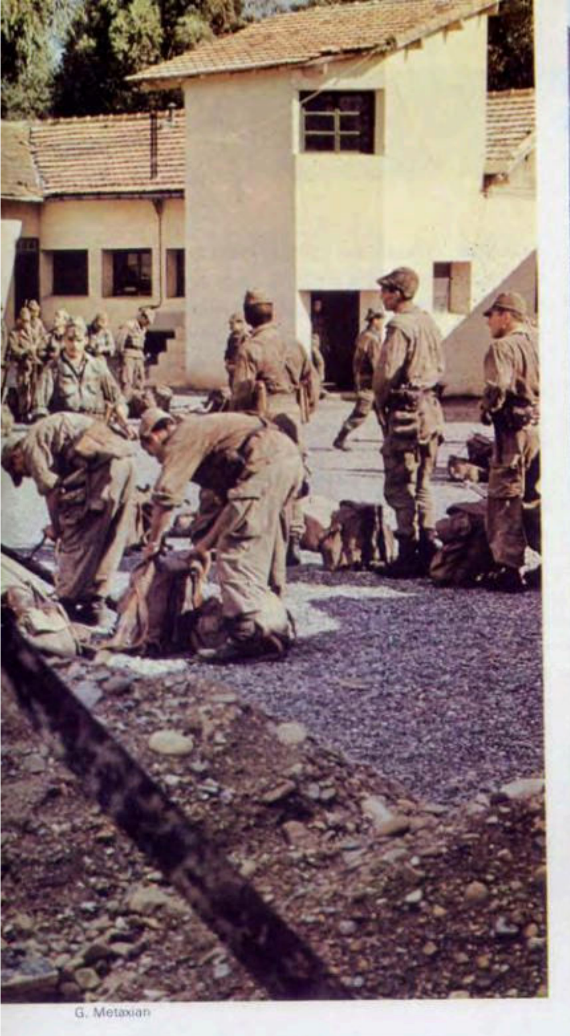
G. Metaxian



A gauche : la 3e section attend l'arrivée des camions après une opération au col de Tizi-N'Kouilac. Au cours de cette opération, le commandant Si Salah, chef de la wilaya 4, qui s'était rendu à l'Élysée afin de négocier la « paix des braves », offerte par le général de Gaulle, avait trouvé la mort. *A droite :* après une embuscade de nuit dans la région de Maillot, les « diables bleus » peuvent enfin se restaurer.

G. Metaxian





G. Metaxian

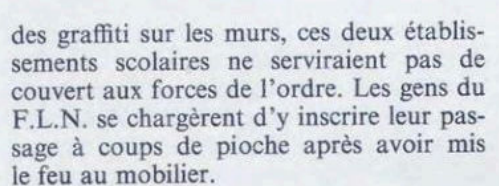


L. Tribolet



Manaut-Esquieule

Paysages kabyles : des montagnes bleutées, déchiquetées; des cactus géants irisés par le soleil. Et les fleurs odorantes du printemps. Mais aussi, une région truffée de grottes, où les *djounoud* se terrent...



des graffiti sur les murs, ces deux établissements scolaires ne serviraient pas de couvert aux forces de l'ordre. Les gens du F.L.N. se chargèrent d'y inscrire leur passage à coups de pioche après avoir mis le feu au mobilier.

« Mis au tapis »

L'insécurité augmentant de semaine en semaine, les convois et le courrier se font rares. Chacune de nos liaisons prend les allures d'une petite opération : une section ouvre la piste et découvre plus de mines qu'on ne voudrait tandis qu'une autre section progresse sur les crêtes, en protection, et qu'un T-6 couvre le tout de son aile où dorment six roquettes. Heureusement que, peu à peu, on prend l'habitude de nous faire larguer les lettres par Pékinois (1). Les hélicoptères nous apportent les vivres frais et un four de campagne nous fournit des boules d'un pain qui fait nos délices.

Plus le temps passe, plus les accrochages « font mal ». La liste des rebelles fichés s'allonge, leur armement devient de plus en plus sérieux. On crapahute longuement, douloureusement, pour peu de résultats.

Il me souvient d'une opération qui avait « payé ». Des armes, en particulier des mortiers, y avaient été récupérées et des fells « mis au tapis ». Le soir même, nous fûmes harcelés par un groupe important qui usait d'armes de guerre... et d'un mortier. Notre moral en avait pris un fameux coup et lorsque la quille vint, personne ne la repoussa, pas même ceux qui « cassaient du bougnoule » et dont on pensait qu'ils se feraient un plaisir et un devoir de « rempiler ».

Ce « service militaire normal du temps de paix » nous avait laissé un goût d'amertume et la marque indélébile que lèguent les guerres et que ceux qui ne s'étaient pas trop posé de questions « sur le tas », du côté de leurs vingt ans, ont pratiquement tous découverte plus tard... H

P. HOYAU

(1) Pékinois : indicatif radio de "notre" avion d'observation.

PETITE GUERRE PSYCHO

On a beaucoup parlé de l'isolement de Rocher-Noir, et il était effectivement facile de dauber sur la construction de cette immense cité administrative, à 50 km d'Alger.

Avec le recul, on peut quand même mieux disséquer les causes simples de cette séparation pour les insérer ensuite dans le contexte.

D'abord, la confusion des pouvoirs est un des maux de l'administration moderne. Pas plus à Alger en 1960 qu'à Paris aujourd'hui, la présence dans la capitale des instances gouvernementales et des échelons même élevés d'exécution ne sont forcément la solution la meilleure.

Si Louis XIV a voulu siéger à Versailles, ou si les Brésiliens ont construit Brasilia, c'était, au moins pour une partie, si faible fût-elle, pour que le pouvoir ne se juxtaposât pas à ceux qui exécutent ses ordres.

Or, en 1960, le gouvernement était, certes, à Paris, mais la Délégation générale faisait, pour les habitants de la province, figure de gouvernement.

Ensuite, la Délégation générale a toujours favorisé, par sa présence même dans la capitale, la création d'écrans divers qui faisaient que, vue de l'extérieur, la situation reflétée par Alger n'a jamais été celle de l'Algérie.

La prééminence donnée historiquement à Alger faisait du territoire et des autres villes, grandes ou petites, des zones secondaires alors que c'était souvent l'inverse qui était vrai. L'Oranie, le Constantinois, le bled ou le Sud ont toujours été perçus à travers Alger et il y a toujours eu là, depuis la conquête, une cause profonde d'erreur dans l'orientation de la politique.

Enfin, en période de crise, l'écran d'Alger a toujours joué un rôle néfaste mettant en cause, de quelque façon, l'intégrité du pouvoir central et se retournant, paradoxalement, contre ceux-là mêmes qui prétendaient la défendre.

Aussi bien au cours de la flambée d'antisémitisme de 1898-1899 qu'au cours des tentatives d'assimilation, depuis la loi municipale de 1881 jusqu'au projet Blum-Viollette (1925-1936), ou qu'en 1960, l'intransigeance cristallisée à Alger évoluait vers un séparatisme contraire aux aspirations des populations. C'est cette évolution qui est arrivée à son terme en 1962.

Gragnon/Paris-Match



Coll. Morin



Après l'agitation d'Alger *(ci-dessous)*, le calme de Rocher-Noir *(ci-dessus)*, cité administrative construite à 50 km d'Alger. D'aucuns parleront d'isolement et reprocheront au délégué général de s'être laissé cloîtrer.



Gragnon/Paris-Match

Le sommet de l'absurde est atteint

Le raisonnement consistant à situer les plus hautes autorités en Algérie en un lieu d'où elles pourraient aussi bien avoir un contact direct avec Paris que dominer le contexte général sans être soumises au filtre d'Alger était donc dans la logique des faits, que l'arrestation des principaux responsables du putsch de 1961 ne faisait qu'éclairer.

On ne peut donc pas dire que le délégué général était cloîtré à Rocher-Noir : il était plus près d'Alger que n'importe quel ministre ne l'est de Nantes ou de Marseille et les contacts avec Rocher-Noir étaient si fréquents que c'est peut-être seulement à cette époque que les analyses sur la situation générale sont devenues plus objectives et moins orientées.

Mais c'était la grande crise et il était de bonne guerre de saisir tous les arguments pour accuser le pouvoir de s'isoler de la population...

Dès le début de 1962, le terrorisme O.A.S. s'organisa pour faire pièce au terrorisme F.L.N., le plus souvent ponctuel et orienté, et le nombre des attentats de toute sorte augmentait toujours au point que, vers le milieu de janvier, la courbe des attentats O.A.S. commença de s'élever au-dessus de celle du F.L.N. On n'en était pas encore aux sommets vertigineux de mars, avril et mai, mais la situation était déjà suffisamment préoccupante pour que fussent inaugurés les communiqués communs des autorités civiles et militaires en vue d'amener les terroristes à plus de sagesse.

L'O.A.S. avait décrété la mobilisation

OGIQUE

générale le 4 janvier par des affiches conçues comme les affiches officielles.

Cette opération d'affichage relevait de l'action psychologique. L'O.A.S. avait en effet constitué son bureau Psy chargé de cette action en liaison avec sa direction générale de l'information. Un réseau national d'action psychologique, le réseau « Patrie », avait été créé. Sa mission était la mobilisation de tous les « patriotes », au-delà de toute distinction de droite ou de gauche, en vue du rétablissement de la « légalité républicaine » et de la « liberté ».

Il s'agissait de réaliser la mise en condition de l'opinion et surtout des agents de l'autorité à tous les niveaux.



Gal Goubard

Ci-contre : **Rocher-Noir vu d'hélicoptère.** *Ci-dessous :* **les environs. Le projet d'une cité administrative située loin d'Alger n'était pas dû à Jean Morin, mais à Paul Delouvrier. Après les barricades, celui-ci avait demandé à un architecte de la Caisse des dépôts et consignations de repérer un site propice à l'édification de nouveaux locaux pour la Délégation. L'architecte avait trouvé que Rocher-Noir présentait de nombreux avantages : proche de la mer, d'une voie ferrée, de l'aéroport.**



Georges Bernard

Cornet

Le réseau « Patrie » devait donc battre en brèche « la propagande du régime, de la finance apatride et de la subversion ». Il devait amener l'opinion au point où « le régime tomberait comme un fruit pourri et sans effusion de sang ».

On peut penser que cette opération « avis de mobilisation » par voie d'affiches était la première manifestation du bureau psychologique de l'O.A.S., destinée à en éprouver l'efficacité et à préparer l'organisation, comme la population, à des événements graves.

C'est en effet ce même 4 janvier que le G.P.R.A. était reçu par Hassan II à Rabat et se réunissait sous la présidence de Ben Khedda. Il y eut à ce moment-là une espèce de flottement dans la perspective des entretiens aux Rousses, un mois plus tard, qui ne pouvait que pousser l'O.A.S. à intensifier son action.

C'était ce qu'elle faisait et les réactions officielles ne pouvaient que se conformer à la décision, prise par le Comité des affaires algériennes le 20 décembre précédent, de garder l'initiative à tout prix.

Le sommet de l'absurde fut très vite atteint et l'état second dans lequel vivait toute la population transformait tous les échanges en dialogues de sourds.

L'anniversaire des barricades (24 janvier) approchait et Paris, sensibilisé par la recrudescence des attentats, alerta le délégué général qui sentait bien, de son côté, qu'il fallait faire face.

Les « dix commandements »

C'est ainsi que certains préfets furent réunis le 18 janvier, non pour une séance d'information sur les perspectives de négociations, mais pour mettre au point les mesures à prendre en vue du 24 janvier dans le contexte du moment.

Cette réunion se termina par une série de dix directives que le délégué général envoyait à toutes les autorités civiles et militaires et qui marquait une prise en main que l'O.A.S. qualifia de « féroce ».

On appela familièrement ces directives les « dix commandements ». Parmi les décisions prises, qui concernaient surtout Alger, figuraient :

- L'interdiction de circulation des véhicules de 21 heures à 5 heures (ce qui nous obligea à de véritables « acrobaties » administratives, surtout à Alger, où la circulation des personnes était autorisée une heure ou deux plus tard le soir);
- La limitation permanente de vitesse à 50 km/h;
- L'interdiction d'une série d'artères le 24 janvier;
- Le contrôle renforcé de la presse;
- La révision à peu près totale des laissez-passer de nuit.

Plusieurs journaux furent saisis cette semaine-là et le soir du 23 fut une véritable veillée d'armes pour toutes les forces de l'ordre.

Le dispositif était gigantesque et la journée du 24 se passa pourtant dans un calme absolu.

Jamais les interdictions n'avaient été mieux respectées et même le nombre des attentats baissa ce jour-là de façon spectaculaire (5 attentats pour la journée avec seulement une victime).

Nous quittâmes la préfecture vers 20 heures, et arrivés au Télemly dans une circulation exceptionnellement calme, un monsieur fort bien mis s'approcha de la voiture, remit, sans s'arrêter, au chauffeur. ▶



Le 4 janvier 1962, à Rabat, le roi du Maroc, Hassan II, recevait Ben Khedda et les ministres du G.P.R.A. *(Photo :)* le cortège officiel. Hassan II et Ben Khedda saluent la foule.

"voilà ce qui m'amène : je viens de l'O.A.S..."

une feuille de papier pliée en quatre et s'éclipsa sans nous donner le temps de voir dans quel immeuble il était entré avec un groupe de piétons apparemment gais et décontractés. Il ne pouvait d'ailleurs être question de créer un incident inutile.

Sur ce papier était écrite à la main, en majuscules, cette simple phrase : « L'O.A.S. se réjouit que la journée se soit passée conformément à ses ordres. »

... Et le lendemain nous fûmes moins surpris de prendre connaissance d'un tract de l'O.A.S. — qui avait manifestement calqué ses mots d'ordre sur nos instructions, de manière à paraître orienter les événements — où elle se réjouissait du calme qui avait régné le jour anniversaire des barricades.

Elle cherchait ainsi à s'attribuer le bénéfice d'une opération de maintien de l'ordre soigneusement montée par les forces régulières.

Le bureau Psy n'avait, au fond, pas mal travaillé.

L'administration, le ravitaillement, la survie des populations, le fonctionnement des services publics et, en grande partie, des entreprises privées, le maintien de l'ordre, tout ce qu'apporte la vie sociale, était l'affaire de l'administration et il faut sans hésiter rendre hommage à tous ceux qui, à tous les échelons et quelles qu'aient été leurs opinions, ont, à leur poste, participé au maintien de la vie de tous. L'O.A.S. ne cherchait qu'à terroriser, à détruire et à alimenter sa propagande : c'était facile, mais les effets sur l'opinion n'étaient pas contestables.

Nous en avons fait l'expérience souvent triste, quelquefois comique.

Dans l'après-midi du 26, vers 17 h 30, le poste de garde me téléphona qu'une dame demandait à me voir d'urgence. C'était la tante d'un jeune médecin. Elle avait une chose très importante à me dire.

Cette dame, d'un certain âge et très élégante, se présenta fort aimablement et me dit tout à trac :

— Voilà ce qui m'amène. Je viens de l'O.A.S...

Je l'interrompis, un peu interloqué :

— Puis-je vous demander, madame, à quel endroit vous avez rencontré l'O.A.S. ?

Elle me répondit très simplement que son neveu, médecin, était installé du côté du chemin Beaurepaire, qu'elle avait pris contact avec « des amis » dont le bureau se trouvait chemin Laperlier et qu'on lui avait conseillé de venir me voir. Je la laissai parler et elle m'expliqua, avec force détails, que son cher protégé avait un laissez-passer permanent de jour et de nuit depuis l'époque de Godard — « un ami de la famille » —, mais qu'avec les nouvelles décisions il lui fallait absolument un nouveau document.

— Vous comprenez, ajouta-t-elle, tant qu'il s'agit de rester dans le quartier, mon neveu est trop connu pour qu'on l'inquiète, mais il a des clients à la Casbah et à Climat-de-France, et si je viens vous solliciter, à son insu, c'est parce qu'il me semble raisonnable de le mettre en règle avec la préfecture, quitte à faire tamponner le nouveau laissez-passer par l'O.A.S., s'il le faut. Vous ferez bien ça pour lui...

Candeur? Rouerie? Je lui conseillai seulement de dire à son neveu de venir me voir... Quant au tampon de l'O.A.S., je fus bien obligé de lui indiquer que si jamais le médecin était contrôlé avec un



Hassan II *(au centre)* **entre Ben Khedda et M'hamed Yazid à Mohammedia. La petite ville avait été le théâtre d'une dure bataille pour le pouvoir entre membres du G.P.R.A.**

document sur lequel il était apposé, il risquait quelques désagréments. Je dus lui expliquer aussi que depuis l'époque de Godard, certaines choses avaient changé... Elle ne paraissait pas bien fixée sur ce point et la conversation se termina par des lamentations sur la dureté des temps et par l'affirmation très convaincue que vraiment il était temps que tout cela finît.

Pensez donc, monsieur, nous avons une jolie maison à Vichy et je n'ai même pas pu aller la voir depuis le mois d'août...

Quoi répondre? Cette dame n'était ni folle ni complice de personne.

La « grande muette »

Elle vivait son rêve à sa façon et en fonction de ce qu'elle entendait dire... Elle n'était pas la seule.

Beaucoup d'agents de l'autorité, de fonctionnaires ou de militaires n'étaient pas exactement déterminés mais « faisaient semblant », quand il le fallait, de suivre l'O.A.S., pour éviter des ennuis... ou des accidents. En outre, les souvenirs d'avril 1961 n'étaient pas si lointains. Enfin, beaucoup de ceux qui avaient « suivi » lors du putsch étaient toujours là, souvent investis, au-dessous d'un certain niveau d'autorité ou d'engagement, des mêmes fonctions, On finissait par ne plus savoir « qui était qui » et le comportement de la vieille dame dont j'ai parlé reflétait celui d'un nombre incalculable de personnes. La tendance de l'opinion était d'ailleurs parfaitement connue à Rocher-Noir, mais on peut se figurer les difficultés qu'auraient eues le délégué général et ses services s'ils étaient restés à Alger, pour voir clairement ce qui se passait dans le reste de l'Algérie et percevoir l'opinion extérieure.

L'avantage énorme de l'existence de Rocher-Noir, c'est qu'il y avait un perpétuel échange d'informations que nous n'aurions pu faire avec personne si Rocher-Noir n'avait pas existé.

Il faut seulement signaler qu'à l'époque on a surtout voulu insister — et la propagande de l'O.A.S. a, là aussi, joué son rôle subtil — sur les délices du camp retranché où tous ceux qui y résidaient étaient volontiers accusés de passer agréablement le temps.

C'était la petite guerre psychologique et nous n'y avons jamais beaucoup fait attention, parce que nous allions souvent à Rocher-Noir et que nous savions ce qui s'y faisait.

J'ai reçu un jour une lettre anonyme disant que nous étions le diable et que Rocher-Noir était notre enfer...

Mais, à cette époque-là, tout le monde recevait des lettres anonymes, assorties, en général, de signatures fantaisistes.

Faire le point de la situation a toujours été un difficile problème à tous les niveaux.

L'Algérie, dans son ensemble, et Alger en particulier, étaient, au début de 1962, le point de rencontre, ou le creuset, d'innombrables courants d'idées, de préjugés, d'illusions, d'actions qui ne facilitaient pas l'appréciation sereine des événements. On avait, bien sûr, souvent vite fait de clarifier les choses en disant que deux camps s'affrontaient, d'un côté, le F.L.N., de plus en plus soutenu par la France, de l'autre, l'O.A.S., soutenue par tout ce qui s'opposait à de Gaulle, aussi bien en France que dans le monde. C'était bien commode, et bien vite dit, mais cette classification ne correspondait à rien de réel.

La meilleure connaissance des lieux, des hommes et des choses, c'est chez les ▶



Bellée

dans le secret des cœurs, que de nostalgie !...

◀ Les moissons ont été bonnes et les exportations importantes. Peut-être sont-ce les dernières pour ces pieds-noirs qui n'entendent pas sans frémir prononcer le mot d'indépendance. Beaucoup, déjà, songent à fuir...

militaires ou chez les civils ayant l'expérience du Maghreb que nous la trouvions, et leur expérience, comme l'amour de ce pays, nous fut jusqu'à la fin d'un grand secours. Ce ne fut pas tellement une surprise, car on sait combien la « grande muette », surtout la coloniale, porte en elle la philosophie profonde et nostalgique de l'indigène et du colon. C'est donc, surtout, auprès des militaires rompus aux affaires africaines et aussi auprès de nombreux civils qui n'avaient pas oublié qu'ils avaient servi en Afrique ou dans le Maghreb, et y étaient restés ou revenus, que nous avons recueilli les jugements les plus objectifs et les plus sereins. Il était visible que, pour tous ces hommes, les crises politiques successives, en Indochine comme en Algérie, étaient une espèce de matière rapportée, une adjonction artificielle qui en avait dérouté beaucoup.

Malgré la guerre, qu'ils avaient tous faite, à un moment ou à un autre, depuis 1954, ils avaient, en général, contrairement à une opinion fort répandue, conservé à l'égard des musulmans comme des Européens d'Algérie une faculté dépassionnée de juger qui avait sa grandeur.

Si je fais ces quelques notations, c'est que nous savions bien, dès janvier, que la situation ne pouvait que s'aggraver et il était précieux — et nécessaire — d'orienter nos réactions sans aller à l'encontre de notre objectif fondamental, qui était la paix. Pour le F.L.N., on l'a dit souvent, on ne pouvait pas considérer de la même manière les *moudjahidin* des maquis, les malheureux civils des villes ou ceux de France ou de Tunis. Les premiers étaient surexcités parce qu'ils continuaient la guerre, les autres étaient soit tout simplement malheureux (ceux des villes surtout), soit porteurs d'une idéologie qu'ils rêvaient de faire triompher. Il fallait le savoir, car la psychologie du partenaire est la première chose à connaître quand on veut administrer et, à plus forte raison, faire du maintien de l'ordre...

Vivre ensemble

Quant à l'O.A.S., elle se considéra de plus en plus comme dépositaire des intérêts des Français d'Algérie, mais ce vocable couvrait une grande variété de tendances que seule la terreur a pu, apparemment par la suite, unifier, mais qui gardaient, dans leur aspect privé ou public, leurs caractères propres. Le clivage rudimentaire « F.L.N.-France » et « O.A.S.-Opposition » devint, certes, total dans ses apparences, à partir d'avril mais en janvier-février, la « montée des périls » était beaucoup plus nuancée. Beaucoup d'Européens, comme beaucoup de musulmans, croyaient encore à une solution du genre fédéral qui satisferait leurs aspirations au retour au calme sans mettre en cause leur désir secret de continuer à « vivre ensemble ».

A la Casbah, à Belcourt, à Maison-Carrée... l'indépendance prenait l'aspect d'un retour à la vie tranquille dans laquelle les Européens auraient leur place. Il en était assez souvent de même encore chez ces derniers, qui ne voyaient pas sans inquiétude fleurir le terrorisme, et qui se demandaient de plus en plus comment on arriverait à une solution heureuse si on continuait à accumuler les cadavres. Le mot d'indépendance prenait ainsi, dans le secret des cœurs, en marge des événements et des déclarations qui occupaient le devant de la scène, la forme des enfants heureux se tenant par la main, des parties de pétanque oubliées, des vendanges bruyantes ou des soirées calmes sous un ciel imperturbablement transparent...

Et j'entends encore ce pied-noir, grand admirateur de Saint-Exupéry, me disant que « Saint-Ex » avait donné une belle définition de la paix quand il avait écrit à peu près : « La paix, c'est le verre de l'amitié pris, dans le calme d'une journée d'été, avec un vieux compagnon, sous une charmille... »

Mais l'affaire d'Algérie n'était pas une idylle... et elle a évolué autrement. H

Vitalis CROS

Alpha press



Dans les cœurs nostalgiques, le souvenir des vendanges ▶ bruyantes où Européens et musulmans travaillaient joyeusement côte à côte. Comment espérer un retour à la vie tranquille si l'on continue à accumuler les cadavres ?

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann* *Liliane Crété*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinsun* *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Edmond Fréson*	Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
	Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2776-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (Janvier 1962)

FRANCE

3 : Alfred Locussol est tué par l'O.A.S. à Alençon.
4 : attentat O.A.S. à Paris contre le siège du parti communiste.
6 : le P.C. organise une manifestation de protestation.
8-20 : Convention atlantique à Paris.
9-10 : procès de l'abbé Davezies, de la Mission de France, pour aide au F.L.N.
11 : Debré inaugure le paquebot « France ».
15 : manifeste anti-O.A.S. de cent anciens membres de la Résistance.
16 : rencontre, dite « Dîner de l'Alma », entre sept personnalités politiques et syndicales.
18 : dix-sept attentats activistes à Paris.
19 : la commission de la défense nationale désapprouve le rappel en France d'une partie de l'armée d'Algérie.
22 : forte explosion au Quai d'Orsay : un mort, douze blessés.
24 : vingt-deux attentats au plastic.
25 : manifestation anti-O.A.S. organisée par la C.G.T.
30 : arrestation, à Paris, de Philippe Castille et de Marcel Bouyer, responsables O.A.S.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3-4 : violents incidents à Oran.
4-10 : réunion du G.P.R.A. à Mohammedia.
11 : dix-huit attentats à Alger.
14 : mitraillage à Alger et actions de commando à Oran.
15 : ouverture au Caire du procès de quatre diplomates français accusés de complot contre la R.A.U.
22 : nouvelles mesures spéciales de maintien de l'ordre à Alger, Oran et Bône.
29 : explosion à El-Biar (Alger) : dix-huit morts.

AFRIQUE

4 : Tshombé remet en cause l'accord de Kitona sur la réunification du Congo.
8-10 : conférence eurafricaine d'Abidjan.
25-30 : conférence des chefs d'État africains et malgache à Lagos.

AMÉRIQUE

26 : lancement à Cap Canaveral de « Ranger III ».
30 : l'Assemblée de l'O.N.U. invite le Portugal à mettre fin à la répression en Angola.
30 : vote du Conseil de sécurité de l'O.N.U. sur l'affaire du Congo.

EUROPE

2 : reprise des contacts soviéto-américains sur Berlin.
La Haye se déclare prête à négocier avec Djakarta le problème de la Nouvelle-Guinée occidentale.
9 : entretiens Macmillan-Adenauer à Bonn sur Berlin.
14 : signature à Bruxelles d'un accord des Six sur la politique agricole commune.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LES DERNIÈRES MISSIONS DE L'ARMÉE

Sommaire

● Mythes et réalités
C'est un honnête commerçant d'Hydra. Il est profondément « Algérie française »... Il a pour commis Maghid, un Kabyle. Ils sont assassinés l'un par l'O.A.S., l'autre par le F.L.N.

● Les Rousses
C'est la seconde conférence d'Évian qui a mis fin officiellement à la guerre d'Algérie. Mais la signature des accords a été précédée de deux mois de négociations secrètes, d'entrevues émaillées d'incidents... Un témoin raconte...

● Tripoli
Aussi discrètement qu'ils sont venus, les trois ministres du G.P.R.A. quittent les Rousses pour rendre compte au C.N.R.A. des premiers entretiens.

● Charonne : la tuerie inutile
Alors que la seconde partie des négociations est annoncée, que les jours de la guerre d'Algérie sont comptés, les centrales syndicales appellent à une manifestation de masse contre l'O.A.S. Et c'est l'affrontement sanglant...

● Jeunes Français sans importance
La négociation suit son cours et quatre cent mille jeunes Français n'en continuent pas moins à assurer leur mission en Algérie. Mais de plus en plus nombreux, ils sont transférés en métropole. Dans quelles conditions ?

● Plastiquages en métropole
Le gouvernement a beau multiplier en ce mois de février 1962 perquisitions, arrestations, gardes à vue, l'O.A.S. ne cesse d'affirmer sa puissance.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4e trim. 1973. — Nº d'imp. C. 70.

L'Echo d'Oran
ADOLPHE PERRIER (1844-1879)
PAUL PERRIER (1879-1927)
LUCIEN PERRIER (1927-1956)
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : Raoul PERRIER

MARDI 6 FEVRIER 1962
N° 35.327

L'Echo d'Oran
FONDÉ EN 1844
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD
DIRECTEUR GENERAL : Pierre LAFFONT

CASTRO DÉCLARE LA GUERRE POLITIQUE AUX ETATS-UNIS

Le dictateur cubain prédit : « Avènement inéluctable » de la révolution en Amérique latine

Daniel CAZEL

SUITE PAGE 2 (CASTRO)

DE GAULLE AFFIRME SON ESPOIR D'UNE SOLUTION PROCHAINE ET DÉCLARE :

LA FRANCE PUBLIERA BIENTOT SES PROPOSITIONS DE PAIX

AINSI LE MONDE POURRA MESURER CE QUE SES OFFRES ONT DE « GÉNÉREUX DE RÉALISTE, DE CONSTRUCTIF »

PARIS (A.F.P.). — Voici le texte de l'allocution radiotélévisée, prononcée hier soir, à 20 heures, par le général de Gaulle :

« Une immense rénovation »

« Le puissant développement de la France »

SUITE PAGE 3 (DISCOURS)

LE PROBLÈME DE LA Vme

Maurice COMBAUT

SUITE PAGE 3 (COMBAUT)

DERNIERES ŒUVRES

(KEYSTONE)

A la suite de la reconnaissance de jure du « G.P.R.A. » par Belgrade

PARIS DEMANDE LE RAPPEL DE L'AMBASSADEUR YOUGOSLAVE

et ramène sa représentation en Yougoslavie au rang de chargé d'affaires

SUITE PAGE 2 (AMBASSADEUR)

Au 49e jour d'occupation de la mine

22 MINEURS ONT COMMENCÉ A DECAZEVILLE LA GRÈVE DE LA FAIM

SUITE PAGE 2 (DECAZEVILLE)

« LA NONNE DE MONZA »

(KEYSTONE)

L'opération de police avenue Franklin Roosevelt

SEPT ARRESTATIONS

SUITE PAGE 2 (OPERATION)

LE CARDINAL Gaetano CICOGNANI

préfet de la Congrégation des Rites

EST MORT HIER

SUITE PAGE 2 (CARDINAL)

« LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PLAN INTÉRIMAIRE ET DU 3me PLAN ONT ÉTÉ ATTEINTS »

déclare M. Pierre MASSE, commissaire général

SUITE PAGE 2 (PLAN)

Manifestation anti-américaine à Djakarta

ET S'IL ETAIT REVENU ?...



Dans un discours aux Communes

M. Macmillan critique le fonctionnement des Nations Unies

mais déclare que le Royaume-Uni reste un membre fidèle de l'organisation internationale

SUITE PAGE 2 (MACMILLAN)

Selon une revue du Caire

« D'importantes personnalités soviétiques » se rendraient prochainement en R.A.U.

Le général de Gaulle a reçu M. Roger Frey

Echec probable des « sondages » américains auprès de Moscou

Message de Krouchtchev à Macmillan

SUITE PAGE 2 (ECHEC)

POUR LA PREMIERE FOIS

(UNIVERSAL)



HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 355

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

Je suis de ceux qui craignent que, maintenant, vous n'alliez très vite « pour en finir », tout en continuant à enfoncer le clou... Homme du Nord, comme de Gaulle, je l'ai suivi longtemps, mais mon premier « non » a été pour sa politique algérienne. La « raison d'Etat » n'est pas belle, qui permet de tromper tout le monde, de brader littéralement un pays qui, sans les colons français morts de la malaria, serait un désert comme la Mauritanie, d'abandonner aux égorgeurs les musulmans ayant cru en notre parole, d'amener en métropole des centaines de milliers de déracinés (qui ne nous aiment pas), de faire payer aux contribuables, en violation des accords d'Évian, les expropriations de Boumediene, de laisser des négriers anonymes réaliser d'énormes profits en faisant « monter » clandestinement la main-d'œuvre africaine, dont l'installation massive crée des charges et des problèmes.

Et soyons lucides : depuis quelque temps, le racisme pousse comme une fleur sur le fumier des rancœurs réciproques... Et encore plus lucides : les plus « antiracistes » sont précisément les plus nationalistes, religieux sectaires et finalement racistes lorsqu'ils ne veulent pas s'intégrer sincèrement, reconstituant eux-mêmes leurs ghettos, leurs quartiers arabes, noirs, etc., pour toutes sortes de bonnes raisons dont certaines sont loin d'être pures...

Je n'approuve pas, je condamne énergiquement ce qu'on a fait et ce qu'on continue à faire. Nous aurons en France, à plus ou moins long terme — et pour le profit de la seule industrie —, les mêmes problèmes qu'aux U.S.A., que refuse la Grande-Bretagne. De Gaulle voyait l'avenir dans le métissage; Khadafi, Israël et moi-même, *non*. En attendant qu'on me f... dehors de l'hexagone comme n'y étant pas à ma place, reprenant une parole historique, « je souhaite bien ▶


Coll. particulière

Par ses opérations, l'armée s'efforce de maintenir l'ordre sur le territoire algérien.

Précisions pour l'Histoire...

du plaisir » aux générations à venir, placées bientôt devant des problèmes angoissants à cause de la légèreté, de l'incapacité, de l'imprévoyance, du dédain, du cynisme ou... du pragmatisme de nos gouvernants successifs.

Je doute beaucoup de vous voir publier mon point de vue, qui n'est pas « dans la ligne » mais que partagent beaucoup de métropolitains, de gars du contingent « qui y ont été », de pieds-noirs, de juifs, de communistes, etc... sans oublier d'anciens gaullistes!

M.Y.H..., 92370 Chaville

★

... Ex-adjudant-chef, vingt-cinq ans de service, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, chevalier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre des T.O.E., valeur militaire, j'ai commandé au combat (chef de section, depuis 1948 comme sergent) des hommes de toute race et de toute religion. Je ne m'étendrai pas sur ce sujet, cependant je ne veux pas taire la loyauté des Vietnamiens que j'ai eus sous mes ordres. C'étaient des lions, victimes, hélas! de la lâcheté de ceux qui les ont abandonnés,

TÉMOIGNAGE

58-2C. C'est une classe d'incorporation. Nous sommes de retour en base arrière pour être libérés.

Stationnés près d'Oued-el-Alleug, entre Blida et Boufarik, nous sommes dans une ferme du nom d'Abziza. En tant que 1re batterie du 20e groupe d'artillerie parachutiste, nous avons participé à toutes les opérations de la 10e D.P. Avec mon effectif, une cinquantaine d'hommes environ, j'ai sillonné toute l'Algérie à l'exception de l'Oranie. Je repars avec le grade de maréchal des logis et j'ai passé le C.I.A. à Maison-Carrée, il y a un mois.

A la ferme Abziza, on nous remet notre livret militaire. Il porte la mention : « En mer du 22-4-61 au 23-4-61. » La bonne humeur règne. Aucun de nous ne se doute alors de la tuile qui l'attend.

Le 22 à 7 heures, réveil. Le secrétaire du major qui, lui, a encore quatre mois à faire, vient nous dire : « Les gars, ce n'est pas sûr que vous partiez car, à Alger, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Il n'y a plus de communications avec la France. » Personne ne le croit et il se fait huer car à chaque départ de « quillards », c'est la blague classique. On vous dit toujours qu'il y a une grève de quelque chose et que le départ est ajourné... Pourtant, le secrétaire du major a l'air sérieux. Il nous tend son poste de radio et nous dit d'écouter les bulletins d'informations. Nous apprenons alors que l'armée se serait emparée des bâtiments administratifs et que les liaisons avec la France seraient coupées.



Henry Louis

Letourneux (Sud algérois). Longtemps, et malgré les menaces, les journaliers musulmans continueront à participer aux travaux agricoles. Beaucoup paieront de leur vie leur fidélité à la France.

Nous allons à la base d'Oued-el-Alleug rejoindre nos camarades libérés. Nous sommes en tout une quarantaine de la 58-2C. Dans la cour, il y a beaucoup de mouvement. Beaucoup de bruit aussi. Tous les transistors sont ressortis des paquetages et l'on suit les événements tant bien que mal sur Europe 1, que nous recevons sur ondes courtes.

A 8 h 30, rassemblement. Un officier prend la parole. Il nous dit qu'il ne faut pas laisser l'Algérie française aux mains des salopards (ce sont ses propres paroles), que beaucoup de soldats sont morts pour cette terre, que leur sacrifice n'aurait plus de sens si on l'abandonnait et que c'est pour cela que les généraux ont pris la tête du mouvement qui libérera cette terre française. Il termine en nous disant qu'ils vont essayer de nous embarquer quand même. De son beau discours, ce sont les seules paroles qui nous touchent.

Nous grimpons dans les camions et partons en direction d'Alger. Dans les faubourgs noirs de monde, nous circulons avec peine.

Nous arrivons au port. Les cheminées du bateau sur lequel on doit embarquer fument. C'est plutôt bon signe. D'autres libérables arrivent. On commente les événements. Tous pensent, assez égoïstement, que les généraux auraient pu attendre vingt-quatre heures pour faire leur coup d'État.

A 11 heures, nous recevons l'ordre de regagner nos cantonnements respectifs. Nous remon-

ils ne le méritaient pas plus que les musulmans qui, eux aussi, avaient confiance en la parole donnée. Mais je veux aussi rendre hommage aux appelés sans exception qui se sont conduits en soldats, en hommes, malgré la propagande antifrançaise menée par une certaine presse bien connue.

Les soldats du contingent étaient à l'image de ceux qui les commandaient et se faisaient tuer en accomplissant leur devoir avec courage et sans arrière-pensée. Je sais aussi que parmi les rappelés beaucoup étaient mariés et que tout n'a pas été fait pour améliorer leur situation. Mais d'où venait cet état de choses? Et l'abandon, alors qu'on leur répétait : « Vous vous battez pour la France. Jamais nous ne quitterons ce pays, qui est un département comme l'Alsace, la Bretagne », etc.

Chef de section en Algérie, j'avais réussi à avoir le commandement d'une section européenne (chaque compagnie en avait une), la 3e de la 7e compagnie du 11e R.I.C. Mes gradés et soldats, appelés et engagés, formaient un bloc (la fraction de la 56 fit pourtant pas mal de rab). Que de noms j'aurais à citer parmi les appelés, et quelques-uns sont restés après mon départ, plusieurs ont été tués ▶


Henry Louis

tons dans les camions et repartons en évitant le centre de la ville, où des milliers d'automobilistes, avec leurs klaxons, scandent Al-gé-rie fran-çaise.

Au cantonnement, où nous arrivons vers 13 heures, il n'y a rien à manger pour nous parce que nous ne faisons plus partie des effectifs. De toute façon, nous n'avons pas faim.

Le lendemain, nous repartons pour Alger. Mais au port, il n'y a personne. L'officier qui nous accompagne va se renseigner. Il revient au bout d'un moment en nous disant qu'il y a une erreur et que nous devons repartir pour Oued...

Le 24 au matin, nous traînons dans notre ferme inondée de soleil. A midi, musique militaire sur Radio-Alger et bulletin d'informations. Puis un appel de Salan. Il demande à tous les Algérois de venir saluer sur le port, dans l'après-midi, les libérables qui ont défendu l'Algérie.

Et c'est un nouveau départ. Nous arrivons à Alger aux environs de 13 h 30. Nous sommes par régiment, sac à terre, et attendons. La musique militaire, diffusée par des haut-parleurs, nous casse les oreilles. Puis, de partout, arrive la population. Les grilles du port sont fermées; les gens se massent derrière.

Des personnes passent et demandent de leur expédier des lettres, à notre arrivée en France, pour rassurer leurs familles. Puis des jeunes filles et des jeunes femmes appartenant à des organisations politiques nous donnent des cigarettes, des bonbons et des petits gâteaux. On nous pose des questions : « Aimez-vous l'Algérie? », « Que direz-vous de nous en France? », « Aimeriez-vous revenir plus tard en vacances ici? » C'est difficile de répondre sans mentir.

A 18 heures, c'est enfin le départ. Et tandis que le bateau s'éloigne, des injures fusent en direction des pieds-noirs. Mais elles sont couvertes par le bruit de la musique et c'est mieux ainsi. Cela ne sert à rien, sinon à débloquer les nerfs.

Nous arrivons à Port-Vendres le lendemain au début de l'après-midi. De là, je prends le train pour Bordeaux. Et c'est alors que j'apprendrai que le putsch est manqué et qu'il n'y a plus d'Algérie française.

R. J..., 49300 Cholet

La vérité des deux côtés...

lors d'une embuscade, près du poste d'Il-Maten faute de précautions pourtant faciles à prendre.

Ma fierté a été de commander d'excellents soldats et de n'avoir que deux blessés (un soldat et moi-même). La S.A.S. des Fenaïas et ses mokhazni nous aidèrent à maintenir l'ordre et à faire de cette région malsaine un coin que nous aimions tous. Affecté par la suite à Rivesaltes, au camp de harkis, je n'ai pas retrouvé un seul d'Il-Maten et de Takriets où la 6e compagnie avait la meilleure harka de tout le département. Merci encore, « Historia Magazine », qui, grâce à votre excellente revue, aura, je pense, ouvert les yeux à beaucoup de vrais Français.

M. J. J..., 66000 Perpignan

★

Appelé en Grande Kabylie en mars 1960, après différentes affectations dues à mon « caractère difficile », je rejoignis le poste d'Azzeffoun en tant qu'infirmier de poste et d'A.M.G., occupé par le 1/61e R.A.A. (les Diables noirs) et le 35e R.I.

Un régiment « dur » (et n'étant pas moi-même un tendre) nous avait catalogués dans les affreux de la région, réputation méritée d'ailleurs.

Non sympathisant au F.L.N. de l'époque, et des autres par la suite, j'ai voulu, par curiosité, voir ce qu'était l'Algérie de l'indépendance et, le 14 janvier 1963, soit six mois après, je débarquai en tant qu'enseignant à Bezzit, à côté de Bouira, où je pris la direction de l'école (six postes budgétaires).

J'ai été littéralement suffoqué par l'accueil chaleureux qui nous a été réservé, et jusqu'à mon départ, en juillet 1965, la gentillesse, la sympathie, la générosité, qui m'ont été témoignées n'ont pas cessé un seul instant. Mes meilleurs amis étaient, l'un ancien « adjudant-chef » du maquis, qui m'avait « allumé » en 1961, à Yakouren, avec mon groupe, l'autre ex-« sous-lieutenant » du secteur de Palestro, devenu lieutenant de gendarmerie et abattu en 1963 par des membres du F.F.S., dans la région de Dra-el-Mizan, alors qu'il venait me voir...

Je ne sais qui croire après douze ans, mais que dire de ce peuple qui avait souffert durant huit longues années, et qui, déjà, voulait oublier et pardonnait...

La Grande Kabylie, qui avait perdu tant des siens, nous donnait une leçon d'amour, de fraternité. Avions-nous donc tellement marqué ce peuple? Était-ce là la haine prêchée par les combattants du Caire? Nos amis pieds-noirs avaient laissé autre chose dans les cœurs, du colon au petit artisan, ils avaient laissé leur amour et – pourquoi ne pas le dire? – leur fraternité.

Je ne sais si cela a changé depuis, mais imaginez un instant, six mois après l'armistice, un Allemand de la division « Das Reich » revenant en France... Nous, les bien-pensants et les civilisés, à quel arbre l'aurions-nous pendu? Non, messieurs les intellectuels dits de gauche, l'Algérie, ce n'était pas la vôtre, et l'armée, ce n'était pas un ramassis d'assassins.

Merci si je peux aider ceux qui ont vécu ces jours à lever la tête avec fierté, et cela grâce à vous.

Très sincèrement et mille fois merci pour votre admirable travail.

M. H. B...,
68760 Willer-sur-Thur

★

Je relève dans le n° 337 du 10 septembre 1973, à la page 2754, une erreur dans le texte accompagnant la photographie du bas intitulée « Les vacances sahariennes de Jean Morin ont pris fin ». Il est regrettable que, dans des publications de cette importance, les responsables de la relation des faits, notamment lorsque certains sont des officiers, ne soient pas capables de discerner les forces de l'ordre public. En effet, comme dans d'autres périodiques, je constate que l'on confond les C.R.S. et la gendarmerie mobile, qui s'est substituée à l'ancienne garde mobile. Les C.R.S. (compagnies républicaines de sécurité) dépendent directement du minis-

A la fin de sa journée de travail, le fellah retrouve sa maison et les quelques bêtes de son cheptel en liberté.

Henry Louis





Henry Louis

C'est aux enfants que l'on confie la garde des moutons dans les petites fermes de la région pauvre de Sétif.

tère de l'Intérieur comme toute autre force de police, alors que la gendarmerie mobile dépend du ministère des Armées. De plus, l'uniforme est tout à fait différent de forme et de couleur et aucune confusion ne peut, en toute logique, être faite sur ce point.

M. G. M..., 69500 Bron



L'article du sommaire 94 d' « Historia Magazine » n° 355 me mettant en cause à la page 2709, je vous prierai de bien vouloir publier dès que possible le rectificatif ci-après : Le général Clausse nous fait savoir que les informations de M. François Milles quant à un accord de sa part avec le général Gardy sur la non-utilisation du terrain d'Oran par les avions du gouvernement sont totalement fausses et sans fondement. Cet accord n'a jamais été débattu, d'une part, et les avions qui étaient sous mon commandement étaient et restaient ceux du gouvernement et mes intentions de m'en servir étaient connues. D'autre part, l'auteur le plus près de la vérité est le général Jouhaud, dans son livre *O mon pays perdu*, à la page 176, troisième paragraphe, auquel M. Milles pourrait se reporter. Cette fantaisie et ce manque d'objectivité de ce journaliste prouvent, s'il en était besoin, que l'on écrit n'importe quoi sur n'importe qui, pourvu que cela se vende.

De qui ce monsieur que je ne connais pas tient-il ses informations au sujet de ma rencontre avec Gardy? Cette rencontre a eu lieu le 23 avril à 9 heures à mon bureau. Trois acteurs seulement à cette discussion : Gardy, le colonel Battle, mon chef d'É.-M., et moi-même, bien sûr. N'ayant jamais été contacté par votre collaborateur, je suis étonné que la vérité soit celle de Gardy (ou de votre journaliste tout simplement). Dans ce cas particulier, elle ne l'est pas et vous informer est le but de ma lettre. Les intentions de Gardy n'étaient pas aussi offensives et déterminées que vous voulez le faire entendre. Seul dans mon bureau, son inquiétude était grande de ne point en ressortir libre. C'est vous dire qu'il n'exigeait rien de ma part, étant venu, par acquit de conscience tâter le terrain. Par contre, à ma demande expresse, il convint de ne point envoyer des troupes sur le terrain de la Sénia et de ne rien faire qui puisse empêcher les forces aériennes de poursuivre leur action contre le F.L.N. Ce qui fut fait.

Ma conclusion sera :

1° Qu'il est bien tôt pour écrire l'histoire de la guerre d'Algérie ;

2° Qu'il est bien hasardeux de la laisser écrire par des journalistes mal et incomplètement informés ;

3° Que tout manquement à la vérité risque de réveiller des querelles que seul le temps peut faire oublier.

Monsieur le rédacteur en chef, je vous serais très obligé des suites que vous pourriez donner à cette lettre et des informations que vous pourriez me faire tenir à ce sujet.

Général R. Clausse,
06600 Antibes

[N.D.L.R. - *M. F. Milles est agrégé d'histoire et de géographie. Il a eu entre les mains la relation originale du putsch écrite, par le général Gardy en personne, à Oran au lendemain de l'échec du coup de force.*

Historiens et journalistes ont également, comme les militaires, une conscience professionnelle.]



Je lis depuis le début de sa parution votre revue sur la guerre d'Algérie. Je la trouve très objective, car en plus du récit vous y joignez le reportage photographique. Forcément il y a toujours quelques lacunes ou erreurs.

Sur le n° 91, je relève au centre une belle photo, présentée avec le commentaire : « Le djebel Eldiss, dans la région de Mostaganem : des montagnes pelées, arides, où pousse une maigre végétation brûlée par le soleil des mois d'été. » C'est exact.

Mais ce n'est pas le vrai djebel Diss comme nous l'appelions, qui veut dire : la montagne du *diss*.

D'après le dictionnaire le *diss* est une plante qui ressemble à ▶

Opinions...

l'avoine sauvage, faisant de petits roseaux de 1 m à 1,50 m.

Cette partie du djebel Diss, qui se trouve à la droite de votre photo, n'est pas aride. Elle est couverte d'une végétation composée de lentisques, chênes verts, broussailles et *diss*. Dans le bas de la montagne, sur la route, qui est celle du littoral, il y a des palmiers nains, ainsi que quelques surfaces ensemencées.

Le djebel Diss commence à 6 kilomètres de Mostaganem et se termine sur les bords du Chélif. Ce fleuve le sépare des monts du Dahra.

Je connais très bien cette région qui était très giboyeuse et j'étais un chasseur acharné !...

Je joins à ma lettre une carte postale sur laquelle on aperçoit au loin le djebel. On voit qu'il n'est pas tout à fait dénudé vu de loin.

Je pense que cela ne vous étonnera pas, de voir cette différence sur une si petite distance, l'Algérie étant par excellence un pays de contrastes.

Votre publication sur la guerre d'Algérie va se terminer. Je l'ai encartée dans les reliures. Ce sera très intéressant, plus tard, pour mes petits-enfants.

M. M..., 10000 Troyes



Vous avez fait paraître dans vos numéros 93 et 94 deux témoignages d'appelés sur le comportement du contingent lors du putsch du 22 avril 1961 ; l'un se déroule à Maison-Blanche, l'autre dans le bled.

J'étais, à cette époque, soldat appelé à Hussein-Dey, base aérienne entre Alger et Maison-Blanche.

Je voudrais dire ma totale approbation du témoignage de mon camarade de Maison-Blanche et la similitude des réactions du contingent ; similitude d'autant plus frappante que nous n'avions aucun contact avec l'extérieur.

A Hussein-Dey, et plus particulièrement à l'E.G.C.A. 785, unité chargée de l'approvisionnement, du blanchissage et des réparations du matériel frigorifique pour l'Algérois, voici sommairement quelle fut notre réaction :

Samedi 22 avril : expectative et discussions passionnées ;

Dimanche 23 avril : nous sommes consignés et devons travailler. Après le discours du général de Gaulle, nous décidons la grève et commençons à nous organiser avec les autres unités de la base. Ce discours fut le détonateur, mais notre décision de refuser tout concours au putsch était déjà prise. Il a décidé les hésitants et affermi la décision de ceux pour qui le putsch était déjà l'ennemi à vaincre ;

Lundi 24 avril : nous sommes harangués par le colonel et la plupart des officiers ; quelques sous-officiers marchent avec nous ; beaucoup restent neutres alors que le contingent est unanime dans sa légalité ; nous nous emparons de l'armurerie après une brève mais violente altercation avec des gradés « challistes » ; nous organisons nous-mêmes notre existence car il n'y a plus d'officiers ; certains ont été violemment pris à partie et légèrement bousculés ; nous établissons des tours de garde et plantons sur le château d'eau un drapeau gaulliste. Une ligne téléphonique est installée avec la base proprement dite car nous sommes à l'extrémité est et assez éloignés ;

Mardi 25 avril : il y a quelques bagarres, en particulier avec un sous-officier des commandos de l'air, mais rien de grave.

Ensuite... nous eûmes la visite d'une commission d'enquête, nous changeâmes d'officiers... et la vie militaire recommença.

Je voudrais pour terminer insister sur le fait que nous étions d'opinions politiques très diverses et que, contrairement à ce qui a été dit, cette révolte des « trouffions » n'a



Henry Louis

Henry Louis



Bir-Kasdali (hauts plateaux sétifiens). C'est à l'abreuvoir communal que se retrouvent, le soir, les bergers.

pas été menée par les communistes. Ceux-ci étaient avec nous, c'est tout.

Il faut également faire remarquer que nous étions coupés non seulement de la France, mais aussi des autres bases ou casernes; le contingent a pris un risque certain en décidant la grève et en faisant connaître ses sentiments. Ce risque a été assumé contre nos propres officiers et face à un pouvoir rebelle qui paraissait, le 23 et le 24 avril, avoir la situation en main.

C. C..., 75019 Paris

★

Suite à votre no 331, page 2649.

J'ai lu l'article « Les commandos de l'air du commandant Robin ».

Or, ayant fait partie du groupement de commandos parachutistes de réserve générale (10e commando) nous n'avons jamais fait partie de l'armée de l'air. Et je connais très bien les événements d'avril 1961, ayant été aux premières loges.

Pour mémoire, le groupement de commandos parachutistes de réserve générale fut formé en avril 1959 d'éléments venant des chasseurs parachutistes (1er R.C.P., 14e R.C.P., 18e R.C.P., 9e R.C.P.) et des régiments parachutistes d'infanterie de marine (3e R.P.I.Ma, 8e, 6e, 2e).

Il eut à sa tête le commandant Lamouliate et, pour terminer, le commandant Robin. Nous fûmes dissous après les événements évoqués dans votre magazine.

M. B. L...,
80000 Rivery-lès-Amiens

(à suivre)

C'est devant l'église de Maginot que musulmans et Européens se retrouvent soit pour embaucher du personnel, soit pour vendre leurs produits agricoles.



Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19ᵉ - D.L. C 351